



Les migrants

Lettre 88 aux cercles de silence

Août 2024

Il est intéressant de découvrir le quotidien des afghans en Iran. Cela tient de la situation des subsahariens en Tunisie. Là comme un certain nombre de pays- dans le monde – les murs se construisent et les barbelés les

accompagnent.

Sous prétexte d'œuvre civilisationnelle, de démocratisation, on pille les pays dont on refuse que les ressortissants immigrer.

C'est avec la conviction de défendre la civilisation que l'on justifie le refus des migrants. Pourquoi les migrants qui veulent vivre dignement sont-ils considérés comme néfastes ou parasites ? Mais si les migrants apportent de l'argent, il n'y a aucun problème et on leur délivre des visas. Alors cela signifierait-il que nous ne sommes pas contre les migrants, mais contre les pauvres ?

Comme nous, les migrants veulent se sentir des humains, être reconnus comme des humains et donc donner un sens à leur vie, avant que la guerre, la faim et la soif ne les tuent. Leur grande douleur c'est qu'ils s'aperçoivent que personne n'a besoin d'eux. Il leur manque un climat de tendresse et d'amour sur lequel ils pourraient vivre une espérance sur laquelle construire leur vie.

Avec eux, nous pourrions apprendre à construire notre vie en se basant sur du vieux et du nouveau, redécouvrir d'autres coutumes, d'autres philosophie, d'autres façons de vivre : bref nous enrichir de la diversité des civilisations.

Michel Girard

Table des matières

Cercles de SILENCE	3
Epinal.....	3
FRANCE.....	3
Conséquences de la loi immigration-asile qui entre en application.....	3
JO 2024 : l'équipe olympique des réfugiés, un message d'espoir et de solidarité	4
Une médaille en bronze (boxe) pour l'équipe olympique des réfugiés	5
Manizha Talash, la breakeuse afghane défie les Taliban	6
Deux femmes afghanes, cyclistes, au JO	7
MAIS	8
Une entreprise garantit un emploi durable aux personnes réfugiées	9
Baie de Somme	9
Berck.....	9
Calais	10
Clermont-Ferrand.....	10
Dunkerque.....	11
Gravelines	12

Guéret.....	12
CaLais.....	12
Menton.....	13
Nice.....	13
Paris.....	14
Saint-Quentin-en-Tourmont.....	16
Strasbourg.....	17
MANCHE.....	17
MEDITERRANEE.....	19
Astral.....	19
Le Louise Michel.....	19
SOS Humanity.....	20
Ocean Viking.....	20
Nadir.....	21
UNION EUROPÉENNE.....	21
Un projet de réforme européen "étend la criminalisation" des migrants et des ONG.....	21
Allemagne.....	23
Chypre.....	24
Croatie.....	25
Espagne.....	26
Grèce.....	30
Italie.....	31
Irlande.....	31
EUROPE.....	32
Comment fonctionnent les "retours volontaires" de l'OIM ?.....	32
Royaume-Uni.....	33
Serbie.....	39
ASIE.....	40
Iran.....	40
AFRIQUE.....	42
Afrique du sud.....	42
Ghana.....	43
Maroc.....	44
Niger.....	44
Sénégal.....	44
Tunisie.....	44
AMERIQUE.....	45
République dominicaine.....	45

INTERNATIONAL	46
statut des réfugiés.....	47

CERCLES DE SILENCE

EPINAL



197^e cercle, le 3^e vendredi de chaque mois à 18h devant la gare. C'est une heure où il y a beaucoup de monde qui part et qui arrive, des lycéens qui prennent leur bus. Nous étions jadis une cinquantaine et nous ne sommes plus que 4 ou 5, parfois 7-8, mais toujours nous croisons des gens qui nous connaissent et qui se posent des questions. Ainsi la dernière fois, une étudiante en sociologie à Strasbourg, qui fait un mémoire sur ... Calais !

FRANCE

CONSEQUENCES DE LA LOI IMMIGRATION-ASILE QUI ENTRE EN APPLICATION

Décrets d'application de la « loi immigration »

Le 16 juillet 2024, à quelques heures de sa démission, le gouvernement publiait plusieurs décrets d'application de la « loi immigration ». Ces derniers font suite à une première publication le 14 juillet de deux décrets dans le Journal officiel concernant la simplification des règles du contentieux administratif et judiciaire et l'organisation et la procédure applicable devant la cour nationale du droit d'asile. Ces textes viennent guider la mise en œuvre de certaines dispositions prévues par la loi, notamment concernant le contentieux des droits des étrangers, le retrait des conditions matérielles d'accueil (CMA) ainsi que les mesures d'éloignement et de rétention.

<https://www.france-terre-asile.org/actualites/actualites-choisies/loi-asile-et-immigration-que-disent-les-decrets>

Des conséquences concrètes et dévastatrices

Alors que le gouvernement a été désavoué dans les urnes, il s'empresse de publier au cœur de l'été une dizaine de décrets d'application qui vise à rendre impossible la vie des personnes étrangères. Permettant la mise en œuvre de la loi, ces décrets auront des conséquences concrètes et dévastatrices pour leurs droits, dans un moment de l'année où les permanences associatives tournent au ralenti et ne pourront pas jouer leur rôle essentiel d'information et d'accès aux droits.

Quelques exemples :

- Réduction à 7 jours du délai de recours contre les refus d'accès à un hébergement et/ou à une allocation pour les demandeurs et demandeuses d'asile ou contre les décisions de transfert dans un autre pays européen, en application du règlement européen Dublin ;
- Réduction des délais de recours à 7 jours en cas d'assignation à résidence voire 48h en cas de rétention, contre les obligations de quitter le territoire, dont l'effectivité / l'exécutabilité a été portée à 3 ans ;
- Généralisation de la rétention, notamment pour les demandeurs et demandeuses d'asile ;
- Facilitation de la vidéo-audience si les juges le souhaitent pour les personnes enfermées en rétention ;
- Obligation de signature d'un contrat d'engagement à respecter les principes de la République (voir Les Migrants n°87)

<https://www.gisti.org/spip.php?page=sommaire>

https://www.gisti.org/IMG/pdf/pjl2023_ce_que_change_la_loi_immigration_2024-gisti.pdf

JO 2024 : L'EQUIPE OLYMPIQUE DES REFUGIES, UN MESSAGE D'ESPOIR ET DE SOLIDARITE

Rappels sur l'équipe des réfugiés

Au total, trente-six athlètes - 23 hommes et 13 femmes - composent l'équipe olympique des réfugiés aux JO de Paris, venus d'Afghanistan, de Syrie, d'Iran, du Soudan, du Sud-Soudan, de la République démocratique du Congo, d'Érythrée, d'Éthiopie, du Cameroun, de Cuba et du Venezuela.

L'annonce de cette équipe inédite avait été faite en 2015, année marquée par le déplacement de millions de personnes - lié notamment à la guerre en Syrie. Et depuis, si elle est absente des Jeux d'hiver, cette délégation a présenté 10 athlètes aux JO de Rio en 2016 dans trois disciplines, et 29 aux JO de Tokyo, en 2020, dans 12 disciplines. Cette année aux Jeux de Paris, pour la première fois, l'équipe défile avec son propre drapeau, à l'instar des autres équipes des JO, symbolisé par un cœur rouge entouré de flèches, un symbole unificateur qui confère à l'équipe une identité unique.

<https://www.unhcr.org/fr-fr/actualites/communiqués-de-presse/louverture-des-jeux-olympiques-de-paris-le-chef-du-hcr-souligne-le>

Suivre l'exemple des équipes des réfugiés

de l'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, le **Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés**, a appelé à suivre l'exemple des deux équipes de réfugiés qui encouragent la coexistence pacifique et le respect mutuel.

Vice-président de la Fondation olympique pour les réfugiés, il assiste à la cérémonie d'ouverture aujourd'hui à Paris et participe au relais de la flamme, représentant le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que les 120 millions de personnes déplacées de force dans le monde. « Le sport est un symbole d'espoir et de paix, deux éléments qui font malheureusement défaut dans le monde actuellement ». « *L'équipe de réfugiés est un symbole pour tous les peuples du monde. Ces athlètes montrent ce qui peut être accompli lorsque le talent est reconnu et développé, et lorsque les gens ont la possibilité de s'entraîner et de concourir aux côtés des meilleurs. Ils ne sont rien de*

moins qu'une source d'inspiration ».

Il est devenu le troisième lauréat du laurier olympique, un prix décerné par le CIO pour récompenser des réalisations exceptionnelles dans les domaines de l'éducation, de la culture, du développement et de la paix par le biais du sport. Il a accepté le prix au nom du HCR lors de la cérémonie d'ouverture aujourd'hui. Le chef du HCR souligne également le fait que les conflits et les situations d'urgence sont présents dans tous les coins du monde, forçant des millions de personnes à quitter leur foyer au Soudan, en Ukraine, dans l'État de Palestine, au Myanmar et dans bien d'autres endroits. *« Le sport est également vital pour des millions de réfugiés, de tous âges et de toutes capacités ». « Il rapproche les gens, est bénéfique pour la santé mentale et physique, offre aux enfants des modèles positifs et enseigne de précieuses leçons de vie. Notre partenariat avec le CIO est apprécié et précieux, et je me réjouis de le voir se développer ».*

A deux doigts de monter sur le podium au Stade de France dans **l'épreuve masculine du 5.000 m**, la puissante performance de Dominic Lokinyomo Lobalu illustre une nouvelle fois ce qu'il est possible de faire lorsque les réfugiés sont intégrés dans les programmes sportifs des pays d'accueil et que des opportunités leur sont offertes, selon le HCR.

Plus tôt dans la semaine, dans le même stade, Perina Lokure Nakang et Jamal Abdelmaji ont réalisé des **records personnels dans le 800 mètres féminin et le 10.000 mètres masculin** respectivement.

Mais c'est avant tout l'accueil chaleureux réservé aux athlètes réfugiés par le public, que ce soit sur les sites de compétition, dans les zones réservées aux supporters dans tout Paris ou lors du passage de l'équipe sur la Seine au cours de la cérémonie d'ouverture, qui a témoigné du large soutien apporté aux athlètes réfugiés, quels que soient les résultats individuels obtenus.

« Le sport est un moyen très efficace pour protéger les individus et les aider à se reconstruire », a souligné Kelly T. Clements. *« Ces athlètes réfugiés ont surmonté d'immenses défis. Leurs succès rappellent au monde entier ce qui peut être atteint lorsque les réfugiés reçoivent un coup de pouce pour poursuivre leurs rêves ».*

L'attention va maintenant se tourner vers **l'équipe paralympique des réfugiés, composée de huit athlètes** et d'un coureur guide, qui tentera de remporter d'autres médailles lors des Jeux paralympiques qui débiteront le 28 août 2024.

UNE MEDAILLE EN BRONZE (BOXE) POUR L'EQUIPE OLYMPIQUE DES REFUGIES

Malgré un stade acquis à son adversaire qui scandait des "Davina, Davina !", la jeune réfugiée camerounaise ne s'est pas laissée impressionner. Elle a décroché la victoire dimanche 4 août 2024 face à Davina Michel lors des quarts de finale de la boxe - 75kg. Cette Camerounaise de 25 ans assure ainsi à l'équipe olympique des réfugiés la première médaille de son histoire.

Après ces JO, elle rentrera donc avec, au minimum, une médaille de bronze au Royaume-Uni. Elle y a obtenu le statut de réfugié en 2020 après avoir fui le Cameroun à l'âge de 11 ans avec son frère à cause des persécutions liées à l'homosexualité dans son pays. Porte-drapeau lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux, elle représentait déjà le principal espoir d'une première médaille pour l'équipe des réfugiés. *"Cela représente tellement pour moi d'être la première réfugiée à gagner une médaille"*, a-t-elle commenté après sa victoire à l'unanimité des cinq arbitres.

Rien ne la prédestinait à devenir une olympienne. Harcelée à l'école, elle a connu une jeunesse difficile au Royaume-Uni. *"J'ai commencé l'école en cinquième, mais mon anglais n'était toujours pas très bon et j'ai été victime de harcèlement. J'étais une enfant triste qui essayait juste de*

prendre chaque jour comme il venait, mais c'était dur". "J'ai failli être expulsée à cause de mes papiers. On m'a envoyé une fois dans un camp de détention, mon frère et moi". Face à son quotidien difficile, elle trouve d'abord refuge dans le football avant de découvrir la boxe dans un centre social de la ville de Bolton, près de Manchester. Elle effectue son premier combat en 2017 et progresse à vue d'œil. Elle commence à se faire un nom dans le milieu. Son talent explose au grand jour quand en 2019, elle devient championne nationale dans la catégorie des 75-81 kilos. Elle remportera ensuite deux fois de plus ce titre. Aux Jeux de Paris, elle se bat pour elle, évidemment, mais aussi pour tous les réfugiés. "Continuez à travailler dur, à croire en vous, vous pouvez atteindre ce que vous décidez", a aussi exhorté la boxeuse à l'adresse des réfugiés, après sa victoire. "Le fait d'être ici représente beaucoup à mes yeux, et j'espère que cela représente beaucoup aux yeux de plusieurs autres personnes. Il y a des millions de réfugiés dans le monde et ce ne sont même pas des athlètes, ce sont simplement des personnes confrontées à tant de problèmes qu'elles ont perdu confiance en elles-mêmes. J'espère qu'en me regardant, ces personnes verront que j'ai pu surmonter tous les obstacles que la vie a mis sur mon chemin".

Jeudi soir, 8 août 2024, sur le court Philippe-Chatrier de Roland-Garros, après avoir perdu le premier round, elle est revenue dans la partie après le deuxième round, mais a fini par céder dans la dernière reprise. Battue en demi-finales par une Panaméenne, dans la catégorie des moins de 75 kg, elle obtient la **première médaille, en bronze, de l'histoire de l'équipe olympique des réfugiés**. "Je suis contente d'avoir fait le boulot".

MANIZHA TALASH, LA BREAKeuse AFGHANE DEFIE LES TALIBAN

C'est sous le nom de Manizha Talash que les spectateurs des JO vont découvrir, vendredi 9 août 2024, cette B-girl qui participera à l'épreuve olympique sur la place de la Concorde. Mais il s'agit d'un nom d'emprunt pour préserver la sécurité de cette jeune Afghane et de sa famille qui ont fui le régime des Taliban. Sa passion n'est en effet pas bien vue par les maîtres du pays.

Née à Kaboul il y a 21 ans, la jeune fille pratique le breakdance, une discipline qu'elle a découverte en 2020 dans une vidéo d'un rappeur afghan. "Je ne pouvais pas croire que c'était réel". Intrépide, elle le contacte sur Facebook et commence à s'entraîner avec son groupe Superiors Crew. Elle est la seule femme dans une troupe de 55 hommes. Mais très vite, la nouvelle se répand et le club reçoit des menaces de mort. "Tout le monde me jugeait. Certains de mes proches parlaient derrière mon dos et se plaignaient auprès de ma mère". La tension est de plus en plus palpable. Trois bombes explosent à proximité du club et un homme se présente même muni d'une ceinture explosive à un entraînement. La jeune femme ne se laisse pas pour autant intimider. Le rappeur afghan prévoit : "Nous étions attaqués, mais elle est revenue. Je voyais bien qu'elle avait le rêve de participer aux JO de 2024. Elle se battait pour cela et je me suis dit qu'elle pouvait y arriver. J'ai lu dans l'avenir." Mais la police finit par fermer le club. Elle continue de s'entraîner secrètement. En août 2021, son destin bascule avec le retour des Taliban au pouvoir. Elle n'a pas d'autre choix que de quitter son pays. En août 2021, elle décide de se réfugier au Pakistan avec son frère de 12 ans. "Si j'étais restée en Afghanistan, je ne pense pas que j'aurais survécu". "Ils m'auraient exécutée ou lapidée jusqu'à ce que mort s'ensuive." Après un an passé au Pakistan, elle trouve refuge en Espagne avec d'autres membres du Superiors Crew, dont son mentor.

En Europe, malgré les difficultés du quotidien, son rêve olympique est toujours bien présent. Une amie journaliste présente un dossier de candidature au nom de Manizha Talash pour qu'elle puisse participer aux JO de Paris au sein de l'équipe des réfugiés. Le CIO y répond positivement en mars 2024 : "Quand ils ont annoncé mon nom, j'étais heureuse et en colère à la fois. J'étais triste parce que quand j'ai quitté l'Afghanistan, j'ai dû laisser ma famille derrière moi. J'ai choisi mon objectif plutôt que leur sécurité."

Heureusement, ses proches ont réussi à la rejoindre en Espagne. C'est donc en toute sérénité qu'elle a pu se préparer pour cette discipline spectaculaire. Vendredi 10 juillet 2024, sur la place de la Concorde, lors de duels, de vraies joutes dansantes, elle sera opposée aux 16 meilleures B-

girls de la planète. Elle devra alors exécuter des figures pour obtenir les votes de neuf juges, qui désigneront le vainqueur à la majorité.

Même si elle sait qu'elle a peu de chances de remporter une médaille, sa victoire est ailleurs. *"Je vais y participer pour mes amis, pour leurs rêves et leurs espoirs". "Les jeunes filles d'Afghanistan ne se rendront jamais. Peu important la pression exercée sur elles, les restrictions ou même les emprisonnements, elles trouveront toujours un moyen de s'en sortir et d'accomplir leurs objectifs. Nous allons nous battre et gagner."*

DEUX FEMMES AFGHANES, CYCLISTES, AU JO

Samedi 27 juillet, alors qu'une Australienne s'adjugeait le contre-la-montre féminin, la participation d'une Afghane de 24 ans, tenait tout à la fois du miracle et du symbole. Trois ans après avoir fui de Kaboul et le règne des Taliban, la jeune athlète est devenue la première Afghane – hommes et femmes confondus – à concourir en cyclisme en portant les couleurs de son pays. Une émotion partagée par sa sœur de 21 ans, qui concourt avec elle lors de la course en ligne dimanche 4 août 2024.

"Je suis heureuse. Je suis heureuse pour mon peuple et mon pays et je suis heureuse de pouvoir porter nos couleurs et notre drapeau aux Jeux olympiques", explique la jeune femme. Aux JO de Tokyo, une athlète avait ouvert la voie en concourant avec le maillot de l'équipe des réfugiés. Mais cette fois, c'était bien avec un cuissard aux couleurs de l'Afghanistan que l'histoire s'est écrite. Une tenue symbolique. Elle arbore en effet le drapeau historique rouge-noir-vert de l'Afghanistan, banni par les Taliban qui lui préfèrent un étendard blanc et noir. *"C'est mon drapeau et je me battraï avec ce drapeau. Il représente notre vie".*

Originaires du Faryab, une des provinces reculées du nord de l'Afghanistan, les sœurs ont découvert le cyclisme sur le tard. Âgées de 17 et 14 ans, elles empruntent un vélo à un voisin et se joignent à une course. Une révélation pour elles. Dans les premiers temps, elles se déguisent avec lunettes, hijabs et vêtements amples tout en concourant sous des faux noms par crainte de la réaction de leur famille. C'est un article dans un journal qui vend la mèche à leurs parents. *"Même avant [le retour au pouvoir des Taliban], les mentalités dans mon pays vis-à-vis des femmes n'étaient pas terribles. Pour beaucoup, les femmes ne devraient même pas sortir dans la rue. Nous étions montrées du doigt dans la rue, nous avions mauvaise réputation. On nous insultait". "Heureusement, nos parents nous soutenaient."* Dans un Faryab très conservateur, rouler à vélo dans la rue ou sur les pistes poussiéreuses peut s'avérer dangereux. Un rickshaw a déjà essayé de la renverser à l'entraînement et parfois, elle devait éviter les pierres jetées dans sa direction par des hommes l'enjoignant *"à rester dans la maison"*.

À l'été 2021, les Taliban ont durci les conditions de vie des femmes afghanes, leur interdisant de pratiquer le sport et de faire des études. Les Nations unies dénoncent *"un apartheid de genre"*. Craignant pour leur liberté, les deux sœurs contactent l'ancienne championne du monde de cyclisme qui utilise désormais la petite reine pour aider les femmes du monde entier. L'Italienne obtient pour elles et d'autres femmes cyclistes ainsi que leurs familles une évacuation depuis l'aéroport de Kaboul.

Avec le soutien son soutien elles ont reconstruit leur vie en Italie et continué leur rêve de cyclisme. Elles ont d'abord obtenu un contrat dans l'équipe italienne Valcar-Travel & Service avant de rejoindre Israël Premier Tech Roland Development. Désormais, elles sont pensionnaires de l'équipe de développement gérée et financée par l'UCI et basée au Centre mondial du cyclisme, une installation ultramoderne située dans la ville suisse d'Aigle, en Suisse. Pour maintenir vivace, le cyclisme féminin afghan, un championnat national d'Afghanistan y a été organisé avec la participation des exilées. Les deux sœurs ont fini 1^{ère} et 2^{ème}.

Lors de la première période du gouvernement des Taliban entre 1996 et 2001, le CIO avait banni l'Afghanistan des JO. Dans ces conditions, il semblait interdit aux deux sœurs de rêver des

Jeux. Cependant, en juin 2024, le CIO a annoncé qu'il avait pris des dispositions qu'une équipe spéciale de six athlètes représentant l'Afghanistan, à parité hommes-femmes, se rende aux Jeux olympiques de Paris. Ses membres ont été sélectionnés par le Comité international olympique (CIO) en consultation avec le Comité olympique afghan dont la plupart des membres sont en exil. Le CIO a également déclaré qu'aucun responsable taliban ne serait autorisé à se rendre à Paris 2024 tandis que le porte-parole des Taliban a quant à lui affirmé qu'il ne reconnaissait pas la présence des trois femmes. *"En ce moment, le sport féminin a été arrêté en Afghanistan. Si le sport féminin n'est pas pratiqué, comment (ces trois femmes) peuvent-elles faire partie de l'équipe nationale ?"*, a-t-il déclaré. Qu'importe ! Les deux sœurs ont bien l'intention de montrer qu'elles sont là. *"La course sera dure, le parcours sera dur mais je veux viser une des trois médailles"*. *"Ce serait beau pour mon pays et les femmes afghanes. Cela serait une belle manière de remercier tous ceux qui nous ont aidé."*

Lors de la course en ligne en cyclisme de dimanche 4 août 2024, les coureuses cyclistes afghanes se sont offertes un moment aux devants de la scène en menant la course. Les deux sœurs ont pu profiter de quelques instants de lumière avec des coureuses d'autre pays plus modestes dans cette discipline. L'une des sœurs a finalement terminé à la 75^e place, à un peu plus de onze minutes de la médaillée d'or, alors que sa sœur a abandonné. Pour elles deux, le simple fait d'être présent sur la ligne de départ est déjà un exploit en soi

<https://www.ouest-france.fr/sport/cyclisme/jo-2024-cyclisme-lechappee-symbolique-de-deux-afghanes-cf6fcb46-52a2-11ef-a7c8-0c2e04d72c1d>

MAIS

Quand, durant les JO, la France joue avec l'État de droit

Dimanche 4 août 2024, un ressortissant australien a tenté de s'introduire sur un terrain olympique afin d'interpeller l'opinion publique sur les conflits en Ukraine et à Gaza. Alors que l'incident n'a pas perturbé outre mesure la compétition, celui-ci, considéré par l'administration comme *"une menace à l'ordre public"*, a fait l'objet mardi 6 août 2024 d'une décision abrogeant son visa et l'obligeant à quitter le territoire français (OQTF). Cet arrêté pris par le préfet de la Seine-Saint-Denis mentionnait bien, conformément à la loi, qu'il ne pourrait être expulsé qu'après l'expiration du délai légal pour faire un recours contre cette décision. L'administration était donc légalement tenue d'attendre au minimum 48 heures avant de procéder à son expulsion, afin de lui laisser le temps de saisir un juge administratif.

Or, l'administration française a décidé sciemment de violer ce droit au recours effectif, pourtant protégé par plusieurs conventions internationales et par la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Sur le fondement de la *"menace à l'ordre public"*, le préfet de la Seine-Saint-Denis l'a enfermé au CRA du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) le soir du mardi 6 août 2024. Dès le lendemain matin et avant que les juristes de La Cimade présents sur place n'aient pu le rencontrer et lui permettre d'exercer ses droits, ce ressortissant australien a été emmené à l'aéroport. Pourtant alertés en urgence du caractère illégal de l'expulsion en cours, le ministère de l'intérieur et la préfecture de la Seine Saint-Denis ont tout de même procédé à son expulsion vers l'Australie.

Cette situation est loin d'être un cas isolé : la France a d'ores et déjà expulsé plusieurs personnes en violation de l'Etat de droit depuis le début d'année. Alors que les droits accordés aux personnes menacées d'expulsion ont été à nouveau réduits par la loi du 26 janvier 2024, le ministère de l'intérieur et les préfectures affichent un mépris de plus en plus systématique et assumé pour le respect des maigres garanties dont disposent les personnes étrangères. La Cimade dénonce ces graves atteintes portées aux libertés fondamentales et l'instrumentalisation de la menace à l'ordre public.

Tandis que la France accueille des spectateurs et sportifs du monde entier à l'occasion des Jeux Olympiques, son gouvernement persiste à s'attaquer frontalement au respect des droits humains.

UNE ENTREPRISE GARANTIT UN EMPLOI DURABLE AUX PERSONNES REFUGIEES

La Banque des Territoires investit dans « each One », entreprise à mission qui propose un modèle inclusif pour former et accompagner les personnes réfugiées afin de développer leurs compétences et leur garantir un emploi durable. 3000 personnes réfugiées sont accompagnées vers l'emploi dans 47 villes en France métropolitaine et 76% retrouvent le chemin de l'emploi tous contrats confondus.

Each One est une **entreprise à mission** qui accompagne les personnes réfugiées et nouveaux arrivants vers l'emploi en France. L'entreprise a été créée en 2015 par, deux jeunes entrepreneurs sociaux. Les objectifs de l'entreprise sont les suivants : permettre aux personnes réfugiées et nouveaux arrivants : de **trouver un emploi et de s'intégrer dans la société française** ; de contribuer à la **croissance économique** et à **société plus inclusive**.

L'entreprise propose un programme d'accompagnement complet répondant aux besoins spécifiques des personnes réfugiées : Each One propose des formations linguistiques et professionnelles : **Formation linguistique et professionnelle** adaptées aux besoins des personnes réfugiées et nouveaux arrivants leur permettent d'acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi ; **Accompagnement individuel** afin de l'aider à définir son projet professionnel et à trouver un emploi adapté ; **Réseau de partenaires** : entreprises et organisations afin de proposer des opportunités d'emploi aux participants. L'entreprise a pour objectif d'accompagner 5 000 personnes réfugiées et nouveaux arrivants d'ici 2025. Elle prévoit de **développer de nouveaux programmes d'accompagnement**, afin de répondre aux besoins des personnes réfugiées et nouveaux arrivants.

<https://www.banquedesterritoires.fr/realisation/financement-deach-one-entreprise-mission-qui-facilite-le-recrutement-des-refugies-et>

<https://www.unhcr.org/fr-fr/actualites/communiques-de-presse/les-lauriers-olympiques-decernes-au-haut-commissaire-des-nations>

BAIE DE SOMME

190 exilés ont réussi à atteindre les côtes britanniques en 2024

Jeudi 8 août 2024, le Préfet de la Somme s'est rendu à Fort-Mahon-Plage pour assister à un exercice grandeur nature de coordination entre les différents services de secours. Il a également échangé avec les militaires de la Gendarmerie fortement mobilisés cet été pour la sécurisation du littoral. Il a évoqué une hausse significative des tentatives de départ depuis le littoral picard. Depuis janvier 2024 il y a eu douze tentatives, soit le double qu'en 2023 sur la même période. *"Nous avons eu six évictions, c'est-à-dire des personnes qui se préparaient à partir et qui en ont été empêchés par les militaires car détectés à temps. Quatre tentatives de traversée ont réussi soit environ 190 personnes qui sont parvenues à rejoindre les côtes anglaises. Fin juillet début août 2024, il y a eu encore deux tentatives d'environ 60 ou 70 migrants plutôt d'origine moyenne orientale ou d'Afrique de l'Est".* Cette situation s'explique par *"une stratégie de contournement à cause du renforcement des moyens de surveillance dans le Pas-de-Calais ou le Nord, les personnes qui veulent traverser essaient de plus en plus de le faire par nos côtes picardes, par la baie de Somme, même par le sud de la baie, d'où l'importance d'une détection bien en amont, pour empêcher les passeurs criminels de risquer la vie de personnes dont ils se fichent".*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/baie-de-somme-190-migrants-ont-reussi-a-atteindre-les-cotes-britanniques-depuis-le-debut-de-l-annee-6712234>

BERCK

Une soixantaine de migrants ont été interceptés

Lundi 29 juillet 2024, un groupe de 67 migrants a été intercepté sur la côte française, dans les dunes, près de Berck entre Saint-Quentin-en-Tourmont et Quend-Plage, en baie de Somme. Située

entre le Touquet et Boulogne-sur-Mer, la zone est bien plus au sud que Calais ou Dunkerque. Les candidats au départ, parmi lesquels se trouvaient quelques enfants, comptaient prendre la mer pour rejoindre les côtes anglaises - distantes d'environ 100 km, contre 30 km depuis Calais. À leur arrivée sur les lieux de la tentative de départ à 7 heures du matin, les forces de l'ordre ont découvert un bateau gonflable, un moteur et du carburant. Selon ; Les personnes ne portaient pas de gilet de sauvetage mais des bouées de piscine pour se protéger de la noyade. Les exilés interceptés sont originaires d'Iran, Irak, Éthiopie, Soudan, Érythrée et du Sri Lanka. Ils ont été emmenés à Abbeville, "*le temps pour les militaires de vérifier leurs situations administratives respectives*".

Les contrôles policiers et de gendarmerie se sont encore intensifiés ces derniers jours sur les côtes françaises, alors que les conditions météorologiques sont favorables aux départs de "small boats" pour l'Angleterre. Pour faire face à l'augmentation constante des traversées dans la Manche, les autorités françaises ont renforcé depuis 2021 la surveillance dans la zone. Des équipes de la Marine nationale, de la gendarmerie et des douanes, réparties dans six navires, sillonnent quotidiennement le détroit à la recherche de canots en détresse.

CALAIS

Deux migrants sont décédés

Une cinquantaine de migrants ont été ramenés au port de Calais dimanche 11 août 2024 au matin, indique la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord. Dans le groupe qui essayait de rejoindre la Grande-Bretagne en traversant la Manche, deux migrants sont décédés.

Dans le même temps, une autre opération de sauvetage récupère 36 naufragés dont plusieurs brûlés à l'essence. Au total, les 53 personnes secourues sont déposées à quai à Calais et prises en charge par les services de secours à terre.

Avec l'opération de dimanche 11 août au matin, les secours décomptent donc neuf personnes décédées dans la Manche depuis mi-juillet 2024. Le préfet du Pas-de-Calais a réaffirmé en début d'après-midi : "Les réseaux de passeurs sont des réseaux criminels". Depuis le début de l'été, 1.000 gendarmes sont déployés sur l'ensemble du trait de côte, selon les chiffres de la préfecture. La préfecture maritime précise que deux autres opérations de sauvetage ont eu lieu ce dimanche. En tout, **105 migrants ont été secourus et pris en charge à Calais** au cours de cette journée.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/deux-morts-et-50-migrants-sauves-ce-matin-au-large-de-calais-1475950>

CLERMONT-FERRAND

La maison du peuple vidée de ses occupants vendredi matin 9 août 2024.

Ils étaient encore environ 30 demandeurs d'asile et sans-papiers à vivre sur place dans des conditions de grande précarité et d'insalubrité. Jeudi 8 août 2024 au soir, une partie des occupants avaient déjà quitté les lieux. Ce vendredi matin, ils n'étaient plus qu'une dizaine, ils sont partis au petit jour, vers 6 h pour éviter d'être évacués par la force.

La justice a pris une ordonnance d'expulsion, à la demande de la mairie. L'ordonnance a été notifiée le mardi 6 août, les occupants des lieux ont huit jours pour déposer un recours, en théorie, mais ils ont préféré quitter les lieux. Certains ont été accueillis chez des amis, d'autres dans des hébergements d'urgence un peu partout dans l'Agglomération, mais cela reste très provisoire. Une aide au retour dans leur pays devrait leur être proposée.

Sur place, vendredi matin, il ne restait que les bénévoles des différentes associations. Une cinquantaine de personnes du Secours populaire et du Réseau éducation sans frontières se sont mobilisées. L'huissier arrivé vers 8h30 leur a assuré qu'il ne solliciterait pas les forces de l'ordre. Le nettoyage du site a démarré, la mairie a fait venir un container sécurisé pour leur permettre de stocker les affaires. L'avocat qui défend ces personnes envisage de déposer un recours contre l'ordonnance d'expulsion en début de semaine prochaine. Une nouvelle réunion s'est tenue vendredi après-midi

entre la mairie et le secours populaire. L'association a soutenu plusieurs proposition de relogement. La mairie s'est engagée à les étudier. La maison du peuple devrait être vidée de tous les occupants en début de semaine prochaine.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/clermont-ferrand-la-maison-du-peuple-videe-de-ses-occupants-avant-l-expulsion-1431664>

Familles hébergées à la Maison du Peuple : la préfecture du Puy-de-Dôme présente ses solutions

Plus de 70 personnes dorment toujours à la Maison du Peuple à Clermont-Ferrand, selon le réseau RESF. Ce jeudi, la préfecture a présenté les différentes situations identifiées et ses solutions dont un accès temporaire à un centre d'hébergement d'urgence pour les demandeurs d'asile déboutés.

Jeudi 8 août 2024, après quasiment quatre mois d'interrogations sur la question des nombreuses familles qui campent notamment à la Maison du Peuple de Clermont-Ferrand, la préfecture du Puy-de-Dôme a présenté ses solutions mais aussi son analyse des différents types de situations. Trois types de situations ont ainsi été identifiées :

- Un public de demandeurs d'asile, pris en charge par le Dispositif National d'Accueil ou le 115 afin d'être hébergés temporairement dans l'attente d'une évaluation de leur situation.
- Un public de personnes relevant d'autres départements au titre de leur droit au séjour, qui ont été redirigées vers les départements auxquels elles sont rattachées.
- Un public de demandeurs d'asile déboutés, sans titre de séjour donc, et dont le préfet du Puy-de-Dôme a ouvert un accès sans condition à des places d'hébergement temporaire.

Pour les demandeurs d'asile déboutés qui dormaient jusqu'à présent à la Maison du Peuple de Clermont-Ferrand, le Dispositif Préparatoire d'Aide au Retour (DPAR) reste privilégié, avec un accompagnement pour un retour à l'emploi dans le pays d'origine possible. Des places en hébergement temporaire leur ont été ouvertes en partenariat avec l'association CeCler, sans condition d'adhésion au dispositif. Au total, 28 places seront mises à disposition, dès vendredi 9 août. Pour l'heure, 10 personnes dans cette situation vont intégrer l'hébergement d'urgence. Une fois les premières admissions réalisées, un suivi sera assuré tous les 15 jours par les services de l'État. La durée maximum d'hébergement est d'un mois. *"C'est un centre d'hébergement temporaire. Il est prévu une durée de quinze jours pour accueillir les personnes. Et ensuite quinze jours pour les faire entrer dans un dispositif de départ volontaire, puisqu'elles sont sans titre de séjour"*, précise le sous-préfet et secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/familles-hebergees-a-la-maison-du-peuple-la-prefecture-du-puy-de-dome-presente-ses-solutions-3026230>

DUNKERQUE

Une équipes de bénévoles a été violemment agressé par des policiers

Dans la nuit de jeudi 8 à vendredi 9 août 2024, près de Dunkerque, l'une de nos équipes de bénévoles (Utopia56) a été violemment agressé par des policiers. Lors de la maraude nocturne qu'ils effectuaient le long du littoral, alors qu'ils étaient garés depuis quelques minutes sur le bas-côté, un policier a ouvert le véhicule et bloqué la tête d'une bénévole contre le volant, trois coups de feu ont été entendus. Il s'agissait sûrement d'une arme d'alerte, mais l'équipe a cru mourir sur le moment. Bien que les policiers aient prétendu avoir confondu notre véhicule avec celui d'éventuels "passeurs", rien ne justifie une telle violence. De plus, ce n'est pas la première fois que des bénévoles se retrouvent braqués par des policiers alors même que nos véhicules sont connus des services, et que tous les bénévoles portent des chasubles pour être identifiables.

À nouveau, nous avons fait des signalements aux services de l'IGPN (Inspection Générale de la Police nationale) et envisageons de déposer plainte. Certains policiers ne cessent d'insinuer une collaboration de nos équipes avec les réseaux de passage. Des propos diffamatoires et répétés découlant de certains discours officiels amenant à des situations dangereuses. Nous

rencontrons des équipes des forces de l'ordre presque toutes les nuits lors de nos maraudes. La plupart de nos interactions sont cordiales, mais cela ne justifie en rien les dérives de certains.

La violence à la frontière relève de pratiques profondément illégales. Plus les moyens policiers augmentent et plus les personnes meurent, c'est un fait quantifiable et démontré. Il est impératif de traiter cette réalité sur le plan humanitaire et de mettre fin à la violence.

<https://2k2yu.r.a.d.sendibm1.com/mk/mr/sh/WCPxRrNLV1LtvzWqieib85JRTuiI66L/t-pmT-SHDssR>

GRAVELINES

74 personnes secourues au large de Gravelines

Après un signalement concernant le départ d'une embarcation d'exilé lundi 5 août 2024 la préfecture maritime a dépêché un navire. Au total, 74 personnes ont été secourues par les autorités françaises au large de Gravelines. Selon la préfecture, les migrants à bord ont refusé l'assistance du patrouilleur venu à leur rencontre. Puis, après avoir été immobilisés, les exilés ont finalement demandé au navire français de leur venir en aide. À l'aide d'un second bateau, les 74 personnes ont été déposées au port de Calais. Les naufragés ont ensuite été pris en charge par les secours et la police aux frontières.

GUERET

Cinq familles menacées d'expulsion

À Guéret, une centaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture de la Creuse mardi soir 6 août 2024, en soutien à cinq familles déboutées de leur demande d'asile, il y a un mois. Un appel à la solidarité lancé par 11 associations. Ce sont principalement des femmes seules venues d'Angola, de Côte d'Ivoire, des Comores ou encore de Géorgie, avec des enfants, dont certains nés en France et tous scolarisés, qui sont menacés d'expulsion à la fin du mois d'août. *"Je n'ai pas envie de retourner en Géorgie"* explique, 16 ans, une lycéenne à Jean Favard à Guéret, *"je veux continuer à faire ma vie ici, mes études en France, je me sens française"*. Elle, sa mère et son frère sont arrivés en France il y a six ans pour avoir une meilleure prise en charge pour son frère handicapé qui est actuellement à l'IME de Grancher.

En Creuse, 38 familles sont en situation irrégulière. La préfecture assure qu'un travail long et minutieux a été fait pour choisir les familles. "Ce sont des familles à qui nous avons déjà notifié des OQTF, elles ne l'ont pas appris en juillet" explique la préfète de la Creuse, *"Avec mes équipes, nous avons étudiés chaque famille, en prenant en compte la scolarité des enfants, les éventuels examens et aussi leurs pays d'origine où il n'y a pas de conflits"*. La préfecture rappelle qu'il y a eu tous les recours auprès de la justice. Les associations ont prévu de déposer de nouveau des demandes de titres de séjour dans les prochains jours. Mais aussi de continuer le mouvement de protestation tous les mardis jusqu'à la fin du mois, devant la préfecture à 18h. En Creuse, 260 places d'hébergement d'urgence sont financées par l'État, à hauteur de 2,2 millions d'euros par an.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/a-gueret-une-centaine-de-personnes-manifestent-en-soutien-a-cinq-familles-menacees-d-expulsion-6076752>

CALAIS

Rixes et un incendie dans un camp de migrants

Plusieurs migrants ont été blessés lors de tensions survenues dans la nuit de mardi 30 à mercredi 31 juillet 2024, dans un camp abritant environ 300 personnes, à Calais. Selon la préfecture, une bagarre impliquant plusieurs réfugiés a d'abord éclaté vers 23 heures à l'intérieur d'un des hangars du site. Puis vers 3 heures du matin, une nouvelle rixe opposant cette fois une centaine de personnes est survenue sur le même site, déclenchant vraisemblablement un incendie dans l'un des bâtiments. Les forces de l'ordre sont rapidement intervenues pour séparer les migrants et les pompiers ont aussi été dépêchés sur place pour maîtriser les flammes. Au total, selon la préfecture, huit migrants ont été transportés au centre hospitalier de Calais, pour des coups de bâtons reçus à la tête ou aux membres.

Un migrant a été hospitalisé après une intoxication aux fumées, et un autre a été victime d'un coup de couteau. Aucun pronostic vital n'est engagé. Le parquet de Boulogne-sur-Mer a ouvert une enquête.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/plusieurs-blesses-apres-des-rixes-et-un-incendie-dans-un-camp-de-migrants-a-calais-5675384>

MENTON

Les policiers aux frontières de Menton s'allient avec les Italiens

Les policiers aux frontières, placés à Menton et dont les principales missions sont de lutter contre l'immigration irrégulière, mais aussi ses filières, voient plus de personnes sans-papiers affluer à la frontière franco-italienne en été. Face à ce constat, en décembre 2020, une coopération des services a été mise en place et les services des deux pays s'en félicitent aujourd'hui.

"L'été, les conditions en mer sont plus propices, donc il y a plus de débarquements à cette période. Après, au cours de l'année, on va aussi avoir des arrivées massives quand il y a des conflits qui éclatent. Les passeurs se calent sur ces moments et deux à trois semaines plus tard, on les retrouve à la frontière franco-italienne", indique le brigadier-chef, en charge de l'unité mixte qui, forte d'une douzaine d'agents, réalise deux opérations de contrôle chaque jour. En plus des patrouilles qui surveillent les poids lourds sur les parkings et qui sont la cible des passeurs qui y installent les sans-papiers à l'intérieur.

Les policiers réalisent une cinquantaine d'interpellations de passeurs sur près de 5.000 voitures contrôlées chaque année. En revanche, le chiffre des arrestations de personnes sans-papiers a considérablement baissé depuis l'automne dernier. *"Depuis le début de l'année 2024, on est à 8.600 personnes interceptées contre 23.000 l'an dernier. Il y a eu une modification des flux. Avant, ils étaient massifs sur les côtes italiennes, mais maintenant il y en a qui partent vers les Canaris et vers la Grèce",* explique la commissaire divisionnaire. La cheffe de la police aux frontières des Alpes-Maritimes met aussi en avant une explication géopolitique puisque selon elle, *"en plus de ces nouvelles routes, il y a aussi une action importante menée de la part de l'Italie sur cette thématique avec les pays de départ comme la Tunisie ou la Libye".* Outre ces opérations de contrôle réalisées par les brigades mixtes, d'autres patrouilles franco-italiennes peuvent être mobilisées en gare de Vintimille pour repérer les sans-papiers qui tenteraient de franchir la frontière par un autre moyen. *"Les brigades ou patrouilles mixtes, c'est un des modes de coopération. Sur la partie du démantèlement des filières, on se rend compte que les organisateurs se situent du côté italien, mais qu'ils utilisent des Français pour faire passer les personnes. Il était nécessaire d'avoir une coopération sur le plan judiciaire pour que les deux parquets, de Nice ou Imperia, puissent mener des enquêtes communes. Et c'est le cas désormais".*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/immigration-on-arrete-50-passeurs-par-an-quand-les-policiers-aux-frontieres-de-menton-s-allient-avec-les-italiens-3154551>

NICE

Quatre hommes, soupçonnés d'appartenir à un **réseau de passeurs, ont été condamnés** la semaine dernière par le tribunal de Nice à des peines **d'un à quatre ans de prison**. Ils ont fait passer des dizaines de convois de migrants entre l'Italie et la France de février à mai 2024.

Une enquête commune entre policiers français et italiens a permis de mettre au jour le trafic d'un petit réseau de passeurs qui a organisé des dizaines de convois de migrants entre l'Italie et la France, a annoncé lundi 29 juillet 2024, le parquet de Nice. Quatre hommes âgés et 20 à 30 ans, interpellés en juin, ont été condamnés la semaine dernière à des peines allant d'un à quatre ans de prison. Tous sont originaires de Nice ou de ses environs et certains avaient déjà été récemment condamnés et incarcérés pour des faits similaires, a précisé le parquet.

Sur la base de renseignements des autorités italiennes, une enquête ouverte en février 2024 avait permis d'établir un lien entre des rabatteurs identifiés par la police italienne à Vintimille et Bordighera, près de la frontière française, et des chauffeurs identifiés par les autorités françaises. Une

enquête commune a été mise en place en mai 2024, sous l'égide des parquets de Nice et d'Imperia (Italie), permettant un partage plus souple des informations ainsi que l'envoi d'enquêteurs français en Italie ou réciproquement. Elle a révélé l'existence d'un "réseau *particulièrement organisé et actif, très prudent*", qui faisait passer les migrants en utilisant de nombreux véhicules différents, quasiment toujours de location. Au total, 130 trajets ont été identifiés entre février et mai, avec parfois plusieurs allers-retours en convoi en une seule nuit, pour une rémunération allant jusqu'à 200 euros par personne transportée. Lors d'une tentative d'interpellation, les chauffeurs n'ont pas hésité à mettre la vie de leurs passagers en danger en refusant d'obtempérer puis en abandonnant les véhicules en pleine voie.

Pour contrer les arrivées d'exilés dans la région et déjouer les activités des trafiquants, les autorités françaises ont déployé l'an dernier une "border force" : constituée de renforts policiers, militaires et douaniers sur la route, dans les trains et les gares, elle mobilise entre 400 et 450 agents au quotidien. Des drones survolent aussi la zone pour surveiller les passages.

PARIS

Exposition des mineurs isolés témoignant d'un quotidien difficile à Paris, notamment pendant les JO

Dans le 4^e arrondissement de Paris, des mineurs non accompagnés et des artistes exposent actuellement leurs œuvres aux vitrines des arches citoyennes jusqu'au 14 août 2024, afin de mettre en lumière la dure vie des mineurs en recours dans la capitale, notamment au moment des Jeux.

Inscrit sur la vitrine des Arches citoyennes, bâtiment au cœur de Paris qui abrite pour quelques jours l'exposition des Mineurs non accompagnés un poème, donne le ton : "*Maman, pour toi je suis le fils parfait. Mais ici, je suis toujours suspect. Je les regarde avec amour et bienveillance. Dommage qu'eux, ils me regardent avec méfiance*".

Plusieurs mineurs non accompagnés exposent poèmes, extraits de livre, dessins ou photos comme "*une manière de se faire entendre*" et "*montrer au monde la situation des mineurs en France*". Un jeune de 16 ans, a opté pour le dessin. Quelques traits et peu de mots représentent une maison. En dessous, c'est une école... Un tracé court pour un message concis : "*La vie à la rue, c'est très dur. Nous, tout ce qu'on veut, c'est pouvoir aller à l'école, avoir un toit au-dessus de la tête et s'intégrer dans la société*". Un autre a choisi l'écriture d'un livre dont les bonnes feuilles sont attachées aux murs. "Je ne savais pas que j'avais un tel talent. Que j'étais capable de faire ça", déclare timidement ce jeune guinéen pour qui écrire l'a "*soulagé*". "*Ça m'a sauvé de certaines difficultés, ça m'a aidé à ne pas m'isoler, à sortir certaines pensées sombres*".

Mais surtout, la diffusion de ses écrits a pour but de "*montrer que les migrants ne sont pas ce que les gens pensent ou ce que certains disent*". "*Nous ne sommes pas des bagnards, des clochards... Nous sommes des artistes, des humains, des enfants*". Il raconte pêle-mêle les problèmes qui lui ont fait quitter la Guinée, la traversée de la Méditerranée où il a cru mourir ou encore les "*fessées*" et "*gifles*" que leur "*donnaient les forces de l'ordre*". "*Les policiers venaient nous chasser (...)* Nous étions comme les mouches tsé-tsé. Nous errions dans tous les sens", écrit-il.

Un message qui résonne particulièrement entre ces quatre murs situés à seulement quelques mètres de la place de l'Hôtel de Ville où des centaines de personnes, parisiens et touristes étrangers, célèbrent dans la fan zone les prouesses sportives de leurs athlètes. Les Jeux olympiques sont depuis plusieurs mois décriés pour le "*nettoyage social*" qu'ils impliquent. Environ 42 démantèlements de camps de migrants ont eu lieu ces trois derniers mois à Paris, un record, selon le collectif « le Revers de la Médaille » qui dénonce une stratégie qui vise à "*cacher la misère aux yeux du monde*".

"*Ce n'est pas pour rien qu'on nous a invité à exposer ici en ce moment, j'imagine. Beaucoup de jeunes ont souffert avec les JO avec les évacuations à 5h du mat, etc.*", explique l'organisatrice de l'évènement qui gère des ateliers culturels avec les MNA. "*Depuis longtemps, ils*

veulent nous faire disparaître et donc ces Jeux olympiques, c'est le moment de nous montrer et de montrer cette image de la France". Les mineurs ont préparé leurs propres "cartes postales des Jeux" sur lesquelles on peut voir des migrants se cacher des patrouilles de police ou encore des agents jetés des affaires après le démantèlement d'un camp.

Face aux difficultés du quotidien, les mineurs misent sur l'entraide, rappelle une "Carte des MNA". Le réseau urbain dessiné sur une planche de carton est jonché de post-it disposés çà et là par les jeunes. "Lieu où poser sa tente sous un pont est possible", peut-on lire sur celui apposé près de gare de Lyon. "Parc où passer la journée", est-il indiqué pour Belleville. Plus à l'ouest, le "rendez-vous foot du samedi avec Utopia56" est inscrit en lettres capitales.

"L'idée de cela, c'est de montrer que ces mineurs vivent avec nous, autour de nous". "Cette exposition montre au final qu'ils nous apportent beaucoup, qu'on apprend beaucoup d'eux autant que nous, nous leur apportons", conclut-elle. Dans un poème sur la vitre, un jeune rassure sa mère : "Même si c'est difficile dans ces moments Maman, je te rassure que certains d'entre eux sont des gentils. Grâce à eux, je me sens tranquille et avec eux, la vie est plus facile".

Expulsions, migrants évacués de Paris

Alors que le monde s'émerveille sur l'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024, les associations d'aide aux migrants se montrent plus amères. Jeudi 1er août 2024, le collectif le Revers de la médaille, qui regroupe une centaine d'associations, révèle que les expulsions de campements à Paris et sa région n'ont jamais été aussi nombreuses. Le collectif a dénombré 42 démantèlements de camps – représentant 2 472 migrants évacués - entre mai et juillet 2024, contre 29 à la même période de 2023. Le Revers de la médaille a également comparé les expulsions de campements survenues pour le seul mois de juillet ces trois dernières années. Ainsi, il en a compté 17 en 2024 (pour 1 315 "personnes expulsées"), contre 13 en 2023 (1 165 personnes), 12 en 2022 (1 612 personnes) et seulement neuf en 2021 (716 personnes).

"Tandis que pratiquement aucune expulsion d'ampleur ne s'est déroulée en juin, la quinzaine précédant la cérémonie d'ouverture [des JO] a vu une très grande concentration d'opérations ciblées géographiquement sur les sites 'd'exposition olympique' (Paris et proche Seine-Saint-Denis)", signalent les associations. Ces derniers mois, elles n'ont eu de cesse d'alerter sur ces démantèlements en série des campements, dont certains étaient installés sur, ou à proximité du tracé de la cérémonie d'ouverture du 26 juillet. Parallèlement, toujours selon les chiffres du collectif, la part des personnes "mises à l'abri" a augmenté : 345 en 2021, contre 1 043 en 2024. Un changement de stratégie des autorités salué par les humanitaires mais qui fait grincer des dents.

Pour le Revers de la médaille : "En contradiction totale avec les déclarations publiques de la Préfecture de Paris et d'Ile-de-France, ces chiffres montrent qu'on ne se situe nullement dans des 'opérations habituelles de mise à l'abri', 'qui auraient eu lieu JO ou pas JO', dans un but humanitaire (...), mais bien dans une vaste politique de nettoyage social, pensée et orchestrée pour cacher la misère aux yeux du monde".

Des sans-abri et migrants ont occupé le soir du 6 août la place de la Bastille à Paris

Environ "250 personnes" étaient présentes mardi 6 août 2024, en fin d'après-midi, sur la place de la Bastille pour **dénoncer les expulsions des populations précaires de la capitale** en marge des Jeux olympiques, explique le fondateur de l'association Utopia56. Après 4h sur place, elles ont été dispersées par les forces de l'ordre. Il était 21h.

Au milieu des tentes multicolores figuraient des dizaines de migrants et mineurs non accompagnés (MNA) qui espéraient profiter de cette mobilisation pour avoir un endroit où passer la nuit. Un jeune guinéen de 16 ans arrivé en France vendredi dernier, est épuisé. "On vient de contester ma minorité et on m'a aiguillé vers les associations. Mais en attendant, je n'ai nulle part où dormir",

raconte celui qui espérait passer la nuit dans une tente sur place. À ses côtés, arrivé dans le pays quelques jours avant lui, un jeune, peu avant l'arrivée des forces de l'ordre, espérait pouvoir dormir à la Bastille. *"J'espère qu'on ne va pas être viré, car ici, on est ensemble et on a une tente. C'est déjà ça même si ce n'est pas une vie de dormir par terre comme ça"*.

Mais le préfet de police de Paris en a décidé autrement en publiant un arrêté quelques heures seulement après l'arrivée des sans-abri. L'arrêté d'interdiction invoque une *"urgence à agir"* dans le cadre de la sécurisation des Jeux olympiques, afin de *"garantir la protection des personnes et des biens contre les risques d'attentat dans un contexte de menace terroriste aigüe"*. Ainsi, les policiers ont évacué la place aux alentours en milieu de soirée, retirant tente par tente les installations des associations, poussant les exilés à *"une nuit d'errance"*. *"Après s'être à peu près regroupées dans un petit jardin public à proximité du Boulevard de la Bastille, les familles ont passé la nuit dehors avec quelques couvertures sous les arches de la Cité des Arts à Pont Marie"*. Un porte-parole du Revers de la médaille - association d'aide aux migrants -, indique qu'aucune proposition d'hébergement n'a été faite aux personnes présentes. Un *"référé liberté a été introduit"* pour annuler l'arrêté et reprendre la manifestation place de la Bastille.

Mercredi 7 août 2024 à la mi-journée, plusieurs dizaines de personnes étaient toujours dans un parc près de la place de la Bastille. *"On ne sait absolument pas où aller mais on va rester là le plus longtemps possible"*, car parmi les familles à la rue, les mineurs étrangers ou les personnes soutenues par le DAL, *"absolument aucune personne n'a été prise en charge"*. *"On nous dit sans cesse d'aller 'ailleurs'. Je ne sais pas si c'est une ville, un pays ou autres mais ça fait des années qu'on cherche, on a toujours pas trouvé où c'était"*.

En installant ce campement, les associations dénonçaient une *"augmentation des expulsions locatives en raison de loyers trop chers"*. Le porte-parole du DAL s'insurge contre le « nettoyage social » opéré en marge des JO et le manque de place d'hébergement d'urgence pour les publics à la rue. De son côté, la préfecture de région rappelle que 120 000 places d'urgence sont ouvertes chaque nuit en région parisienne et que 216 places d'hébergement pérennes supplémentaires ont été créées.

Selon le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre en février, le nombre de personnes à la rue a augmenté, en particulier celui d'enfants. Plus de 8 300 personnes, dont 2 800 mineurs, ont été refusées chaque soir par le 115 à l'automne dernier, contre 6 300 un an plus tôt.

"On se fout de nous, on a compté à la dernière nuit de la solidarité plus de 3 700 personnes dehors dans les rues de Paris". Et d'ajouter : *"La préfecture a ouvert 200 places alors qu'on en demandait 7 000 [274 places ont été ouvertes par l'Etat] ! Nous, les associations, on reçoit chaque jour des gens qui sont mis à la rue par la police. L'État ne fait pas son job"*.

L'action du gouvernement est d'ailleurs scrutée de près pendant ces Jeux car les associations craignent que *"quand toutes les caméras du monde seront parties"*, l'État ne remette *"toutes les personnes à la rue, comme d'habitude"*, mais espèrent *"des garanties sur une non-remise à la rue de ces publics à la fin des JO"*. *"Il faut rappeler que les JO c'est la fête pour plein de monde, mais ce n'est pas la fête pour tout le monde et qu'il y a un revers de la médaille que personne ne veut voir"*.

SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT

Lundi 5 août 2024, à Saint-Quentin-en-Tourmont, dans la baie de Somme, sur la côte picarde. Les conditions météorologiques étaient plutôt favorables, et les forces de l'ordre s'attendaient à des tentatives de départ. Les exilés ont été interceptés à différentes heures de la journée. Un premier homme a été repéré dans un champ dans la matinée. Plus tard, aux alentours de 13h30, la brigade à cheval aperçoit un second groupe, dans les bois d'un domaine privé. Prévenus, les militaires les rejoignent plusieurs heures plus tard : 56 personnes sont alors prises en charge.

Enfin, vers 17h30, 15 migrants sont retrouvés à proximité d'un gîte, toujours à hauteur de

Saint-Quentin-en-Tourmont. Tous ont été conduits à la compagnie de gendarmerie d'Abbeville, vus par la Croix Rouge et pris en charge administrativement par la préfecture de la Somme. Une douzaine d'enfants étaient présents parmi les 72 exilés interceptés, de nationalités afghane, soudanaises, iranienne, ou encore irakienne.

Les forces de l'ordre n'ont pas découvert d'embarcation ou de moteur qui auraient pu permettre une tentative de traversée. Le dispositif de lutte contre l'immigration clandestine reste renforcé dans les prochains jours, notamment via les réservistes de l'opération Poséidon, appuyés par plusieurs spécialités.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/plus-de-70-migrants-dont-une-douzaine-d-enfants-interceptes-sur-la-cote-picarde-2185024>

STRASBOURG

191 personnes dont 69 enfants évacués du campement de la Meinau à Strasbourg

Après l'évacuation du campement de migrants installé près du stade de la Meinau à Strasbourg, la Préfecture dresse un bilan de l'opération, jeudi 1er août 2024. 191 personnes ont été évacuées, dont 69 enfants. Les autorités précisent que l'évacuation s'est déroulée dans le calme. Selon les chiffres donnés par la Préfecture, 159 personnes ont été orientées vers des hébergements dans le Bas-Rhin, 18 personnes vers le centre de préparation d'aide aux retours. Une personne est prise en charge par la police aux frontières, une autre a été hospitalisée, quelques personnes n'ont pas souhaité de prise en charge.

Cette évacuation a été lancée à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg, qui avait saisi le tribunal le 10 juillet 2024. *"Depuis 2022, on est dans l'obligation de demander l'expulsion pour ces sites-là, pour pouvoir mettre à l'abri les personnes qui y sont"*, expliquait alors l'adjointe en charge de la Ville inclusive Floriane Varieras. Ces expulsions sont très critiquées par les associations qui s'occupent des migrants. Elles estiment qu'il faut s'occuper de loger les migrants avant leur installation dans des tentes. Après l'intervention sur le campement de la Meinau, le collectif antiraciste *"d'ailleurs nous sommes d'ici 67"* dénonce l'absence de réponse humanitaire et pointe du doigt la ville de Strasbourg *"grande absente sur le terrain."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/191-personnes-dont-69-enfants-evacues-du-campement-de-la-meinau-a-strasbourg-3935940>

MANCHE

Une migrante retrouvée morte dans un canot surchargé

Un migrant a été retrouvé mort dimanche 28 juillet 2024 dans un canot surchargé qui tentait de rejoindre le Royaume-Uni. La n'a pas été récupérée dans l'eau mais trouvée inanimée dans un canot dont une partie des passagers avaient appelé à l'aide, a rapporté la préfecture de la Manche et de la Mer du Nord. Selon la Préfecture, environ 75 personnes se trouvaient à bord de l'embarcation surchargée et 35 ont été secourues par les moyens français, dont la personne finalement décédée. Les autres ont poursuivi leur route vers l'Angleterre. C'est un *"phénomène nouveau"* des personnes *"qui périssent en mer, pas par noyade mais par malaise ou bousculade"*.

Depuis plusieurs mois, les traversées de la Manche ont *"changé... en pire"*, pour la coordinatrice de l'association Utopia 56 à Grande-Synthe, présente depuis des années sur le littoral français. *"On a remarqué que les décès [de migrants] se produis[ai]ent désormais près des côtes. On meurt plus au moment de l'embarcation, et moins en pleine mer"*. *"On peut aussi mourir avant même d'avoir atteint la Manche."*

Dans la nuit de samedi à dimanche, ce canot avait été signalé au large de Calais au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez. Il a alors envoyé un navire

de la gendarmerie et un patrouilleur des garde-côtes des douanes dans cette zone et vers 5h30 du matin, *"une partie des personnes à bord [ont demandé] assistance"*. Lors du transfert à bord des deux navires de personnes en difficulté, *"il [a été] constaté qu'une personne [était] inanimée"*, a expliqué la préfecture maritime. Cette personne *"[a été] prise en charge à bord et les premiers secours [ont été] immédiatement prodigués"*. La victime a ensuite été hélitreuillée vers l'hôpital de Boulogne-sur-Mer. *"Elle sera malheureusement déclarée décédée"*.

Les autres passagers du canot ont refusé l'assistance proposée. *"Compte tenu des risques de chute à la mer ou de blessure encourus pour les personnes en cas d'intervention contrainte, le choix [a été] fait de (les) laisser poursuivre leur route"*. *"Depuis quelques mois, un phénomène que nous n'avions pas observé auparavant est apparu. Lors d'au moins deux opérations de sauvetage, les personnes inanimées ont été extraites directement des embarcations. Elles ont malheureusement péri en mer, mais pas par noyade : de malaise ou de bousculade à bord des embarcations"*.

Après le drame, une enquête a été ouverte pour homicide involontaire aggravé et mise en danger de la vie d'autrui. Selon le parquet de Boulogne-sur-Mer qui s'exprimait le lendemain du drame, *"l'hypothèse de l'étouffement est sérieusement envisagée"*.

La jeune femme koweïtienne est morte étouffée dans le canot surchargé. Elle était *"une bonne vivante"* qui *"aimait la vie"*. Elle *"voulait rejoindre l'Angleterre pour vivre en sécurité"* avec sa famille, témoigne sa sœur. Cette fois-là pourtant, sa famille espérait que ce soit la bonne, après cinq tentatives de traversées empêchées par la police. Le 28 juillet, vers 4h du matin, ils se rendent une énième fois sur une plage du nord de la France. La jeune femme *"était tellement heureuse quand elle est arrivée au bateau !"*, raconte aujourd'hui sa mère, depuis l'accueil de jour de l'organisation Secours catholique à Calais. Les trois sœurs sont les premières à monter dans le canot, suivies par des dizaines d'autres migrants. L'embarquement est difficile. *"Presque 20 personnes nous écrasaient, ma sœur et moi, se souvient Nour. Nous avons demandé à descendre mais on ne nous a pas laissé faire. Le bateau est quand même parti. Des jeunes qui avaient des couteaux menaçaient de les utiliser s'il ne partait pas"*. Dans le canot surchargé, s'en suit une heure d'horreur pour la jeune femme et ses 2 sœurs, qui ne cessent de demander de l'aide aux autres passagers, en vain. Puis certains réalisent que Dina *"est toute blanche, avec des bleus au niveau du cou"*. Ils appellent enfin les secours maritimes.

Sa sœur dit éprouver de la colère à l'égard des passagers qui n'ont pas écouté leurs supplications. Rien ne destinait la famille à cette tragédie. En Allemagne depuis 2021, elle semblait avoir trouvé la paix, loin du Koweït. Appartenant à la communauté Bidoun, la famille était considérée comme étrangère dans son propre pays : les Bidoun - abréviation de "bidoune jinsiya", "sans nationalité" en arabe - sont pour la plupart catégorisés par les autorités koweïtiennes comme des "résidents illégaux". Répartis au Koweït, en Irak, et en Arabie saoudite, les membres de la communauté vivent sans papiers et sont interdits d'école et de soins de santé. Poursuivre des études après 18 ans est quasiment mission impossible. En Allemagne, Dina s'était donné les moyens de réussir, et avait obtenu un diplôme *"dans le domaine dentaire"*. Mais le pays leur a finalement "refusé la protection", leur demandant des documents qu'ils ne peuvent fournir, explique Nour. Le point de bascule, alors, pour un nouvel exil, en Angleterre. Aujourd'hui, la famille ne pense plus à l'avenir, et se concentrent sur le rapatriement du corps de Dina dans le Golfe. Une cagnotte en ligne doit les aider à obtenir les 5 000 euros nécessaires.

Traversées meurtrières

Profitant de conditions plus clémentes apportées par la météo estivale, les traversées entre la France et le Royaume-Uni se multiplient. Depuis fin juillet 2024, plus de 1 700 personnes ont atteint les côtes anglaises à bord de "small boats". Depuis le début de l'année, ce sont plus de 17 000 migrants qui ont traversé la Manche. Ces traversées ne sont pas sans risques. Avec le nombre de tentatives, le nombre de décès augmente également. Ces dernières semaines, sept personnes sont décédées dans La Manche. Au total, depuis le début de l'année, 23 personnes sont mortes dans ce couloir maritime entre la France et l'Angleterre, d'après le décompte de la préfecture. C'est presque

le double de l'année précédente durant laquelle 12 migrants étaient décédés.

Face à cette situation, les autorités françaises ont renforcé depuis 2021 la surveillance dans la zone. Des équipes de la Marine nationale, de la gendarmerie et des douanes, réparties dans six navires, sillonnent quotidiennement le détroit à la recherche de canots en détresse. Le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage maritimes Gris-Nez est responsable de la coordination du sauvetage.

Au total : 25 personnes sont mortes dans ce couloir maritime entre la France et l'Angleterre, depuis le début de l'année 2024, d'après le décompte de la préfecture. Sur l'ensemble de l'année 2023, 12 migrants étaient décédés en tentant de gagner l'Angleterre par la mer.

Pour faire face à l'augmentation constante des traversées dans la Manche - plus de 18 000 personnes ont traversé la Manche depuis le début de l'année -, les autorités françaises ont renforcé depuis 2021 la surveillance dans la zone. Des équipes de la Marine nationale, de la gendarmerie et des douanes, réparties dans six navires, sillonnent quotidiennement le détroit à la recherche de "small boats" en détresse. *"Dès qu'une embarcation lui a été signalée par les forces de sécurité intérieures à terre, par un bateau de commerce ou de plaisance, ou par les migrants eux-mêmes, le CROSS nous appelle et nous demande d'aller sur le secteur pour voir ce qu'il se passe"*.

Depuis des années, Paris et Londres multiplient les mesures destinées à endiguer les traversées, sans y parvenir. Après une baisse de 30 % des traversées en 2023, notamment due au reflux du nombre d'Albanais et aux mauvaises conditions climatiques, la Manche connaît un regain d'activité en 2024, en partie expliqué par un afflux de Vietnamiens vers la Grande-Bretagne.

La semaine passée, les exilés ont profité d'une bonne fenêtre météo pour tenter un maximum de passages au Royaume-Uni. Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur britannique, 1 172 migrants sont arrivés sur le sol britannique dans 20 embarcations différentes, dont 703 migrants pour la seule journée de dimanche 11 août 2024.

MEDITERRANEE

Entre vendredi 9 et dimanche 11, les ONG ont **secouru au moins 552 personnes**.

ASTRAL

Pour l'Open Arms, qui lançait vendredi 9 août 2024 sa nouvelle mission de sauvetage à bord de son navire l'Astral, les opérations ont immédiatement commencé. Vendredi matin, peu après son départ d'Italie, l'ONG a été mobilisée pour assister au sauvetage de 12 personnes originaires du Soudan, de Syrie, du Pakistan et de Palestine. Ils ont été transportés dans un port sûr par les garde-côtes italiens après avoir quitté les côtes libyennes. Quelques heures plus tard, l'Astral a secouru 45 personnes, dont deux bébés de 7 mois et 1 an, en pleine nuit. Le lendemain, l'ONG a mené avec succès une opération de sauvetage in extremis. Lors de son arrivée sur place, comme en attestent des vidéos publiées par l'ONG, de nombreux migrants étaient déjà dans l'eau et l'embarcation avait déjà à moitié coulé lorsque le navire de sauvetage est arrivé. Lors de cette opération, 55 personnes, dont six enfants et un bébé d'un mois, ont été sauvés. Dimanche, lors de la 5e intervention du navire en 48 heures, 44 personnes, dont 3 enfants et un bébé de deux semaines, ont été secourues suite à leur départ de Tunisie *"dans une embarcation en fer très dangereuse"*. Selon l'ONG, il s'agissait de ressortissants venant de Sierra Leone, du Cameroun, du Niger et du Sénégal.

LE LOUISE MICHEL

La première semaine d'août 2024, il a porté assistance à 21 personnes qui ont été déposées au port de Pozzallo. Le Louise Michel a aussi mené une opération auprès de deux embarcations en détresse le dimanche 11 août 2024. Ainsi, 40 personnes ont été secourues par l'équipage. Elles ont ensuite été débarquées au port de Pozzallo, en Sicile.

SOS HUMANITY

La première semaine d'août 2024, il a secouru 58 personnes en mer, qui ont été conduites au port de Civitavecchia, à 1 000 km du lieu de sauvetage. *"Là encore, le gouvernement italien a assigné un port inutilement éloigné pour le débarquement : à 953,78 kilomètres et à plus de trois jours de navigation du lieu du sauvetage. Cette pratique maintient systématiquement les navires de sauvetage hors de la zone d'opération, où ils sont nécessaires de toute urgence"*, a dénoncé l'ONG.

Dimanche 11 août 2024, l'ONG SOS Humanity a secouru des centaines de personnes. Tout d'abord, l'équipage est venu en aide à 13 personnes *"à bord d'un petit canot pneumatique déjà rempli de plus de 30cm d'eau"*. *"Le moteur était en panne. Les personnes étaient trempées et personne ne portait de gilet de sauvetage. Un bateau inutilisable comme celui-ci n'a que quelques heures avant de couler"*, a rappelé l'ONG. Dans la même journée, SOS Humanity a multiplié les opérations de sauvetage en coopération avec les autorités italiennes. L'après-midi, les migrants à bord de trois embarcations en détresse ont été secourus. L'un des bateaux était en train de se dégonfler et de nombreuses personnes étaient à l'eau au moment de l'intervention. Au final, 273 personnes sont à bord du Humanity 1. *"Certaines sont extrêmement faibles, déshydratées ou ont le mal de mer. Plusieurs personnes ont temporairement perdu connaissance en raison de l'épuisement ou de la déshydratation"*, selon l'ONG. Une personne a notamment dû être évacuée par les autorités italiennes à cause d'une urgence vitale. *"Nous avons contacté le Centre de coordination des secours maltais (RCC) pour organiser une évacuation médicale. Ils ont d'abord raccroché le téléphone. Puis ils nous ont dit qu'ils n'avaient pas les capacités nécessaires. Finalement, après des demandes répétées et plusieurs heures, les autorités italiennes ont lancé une évacuation"*, a indiqué l'ONG. Deux membres de sa famille, dont un mineur, ont pu l'accompagner. Avec donc près de 300 personnes à son bord, le navire humanitaire fait route vers Gênes, à 1 240 km du lieu du dernier sauvetage. Cela signifie qu'il faudra au moins quatre jours pour que les rescapés soient débarqués dans un port. *"Ils restent sur le pont et en Méditerranée, il fait très chaud en ce moment. Notre équipage a mesuré des températures de 28 degrés à 8 heures du matin"*, a signalé SOS Humanity.

OCEAN VIKING

196 migrants en détresse en mer Méditerranée secourus

L'Ocean Viking, le navire humanitaire de SOS Méditerranée, a secouru 196 personnes, dont neuf mineurs non accompagnés et une femme, mardi 30 juillet 2024 dans la matinée, au cours de deux opérations de sauvetage. Les secours ont eu lieu au large de la Libye. *"La plupart des personnes rescapées sont originaires du Bangladesh, du Pakistan, d'Égypte et du Soudan"*, a précisé SOS Méditerranée. La première *"embarcation en bois surchargée"* avec à son bord 96 personnes avait été repérée en début de matinée. Une seconde a été repérée peu de temps après, avec 100 personnes.

Les autorités italiennes ont assigné **Ancône** (à l'est de l'Italie), *"à près de 1 500 kilomètres de la zone d'intervention, comme lieu sûr de débarquement"*, a ajouté l'ONG. *"C'est à nouveau un port extrêmement éloigné, qui impose aux équipes et aux rescapés plusieurs jours de navigation"*, a critiqué SOS Méditerranée. *"Cette pratique d'assignation de ports éloignés vide la Méditerranée centrale de ses rares ressources vitales de recherche et de sauvetage."* Les ONG estiment en effet que la loi italienne viole le droit maritime. Elles craignent aussi que leur absence prolongée provoque plus de morts en mer.

L'été, les tentatives de traversées de la Méditerranée se multiplient en raison du temps - jugé plus clément. Mais le périple n'en reste pas moins hautement dangereux. Ainsi, certains migrants ne sont pas secourus à temps. Les ONG alertent régulièrement sur ces *"bateaux fantômes"*, des embarcations repérées dans un premier temps par les humanitaires - avant qu'ils ne perdent tout contact avec les embarcations. D'autres canots grossissent les chiffres des *"naufrages invisibles"*, quand les embarcations n'appellent pas à l'aide, et sombrent en mer sans laisser de trace, et sans que personne ne le sache. Depuis janvier, 1 098 migrants sont décédés ou ont été portés disparus en Méditerranée centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), contre 3 155 en

2023.

NADIR

Dimanche 11 août 2024, le Nadir, de l'ONG Resqship, a secouru un bateau surpeuplé avec 56 personnes à bord. Elles ont toutes été prises en charge par les garde-côtes italiens. La veille, 27 personnes qui avaient fui la Libye et qui étaient tombées en panne d'essence ont été assistées puis déposées sur l'île de Lampedusa alors qu'elles étaient à la dérive.

L'agence onusienne estime qu'en 2023, 3 155 migrants y ont disparu. Et depuis janvier, ce sont déjà **1 312 personnes qui ont perdu la vie** dans ces eaux. Pour autant, les départs depuis les côtés d'Afrique du Nord vers l'Italie se poursuivent. Depuis le 1er janvier, **35 725 personnes sont arrivées en Italie**.

UNION EUROPÉENNE

UN PROJET DE REFORME EUROPEEN "ETEND LA CRIMINALISATION" DES MIGRANTS ET DES ONG

L'ONG Statewatch a révélé, le 15 juillet 2024, un projet européen modifiant la Directive sur l'aide à l'immigration illégale de 2002. Il risque de criminaliser davantage les migrants et ceux qui leur viennent en aide. *Fin mai 2024, la présidence belge du Conseil européen a présenté aux autres États membres de l'UE cette réforme, actuellement débattue au sein de la Commission européenne et du Conseil européen.*

La chargée de plaidoyer à PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants) tire la sonnette d'alarme.

Notre principale préoccupation, est l'introduction de la notion floue de "*bénéfice financier ou matériel*". Le projet de réforme modifie la **définition de l'aide à l'entrée, au transit ou au séjour irrégulier** en précisant que celle-ci constitue une infraction pénale lorsque la personne "*demande, reçoit ou accepte, directement ou indirectement*" un tel avantage. Ou "*une promesse d'un tel avantage*". Ou encore, "*adopte un comportement en vue d'obtenir un tel avantage*". De nombreuses actions pourront être perçues comme entrant dans cette catégorie. Par exemple, le fait d'accepter de piloter un bateau pour en retirer simplement une diminution du prix de son propre voyage, ou même juste d'effectuer de petites tâches à bord. Les personnes pourront être considérées et jugées comme des passeurs. C'est déjà le cas dans certains pays. Mais cela risque d'empirer partout parce que le fait de retirer ce "*bénéfice financier ou matériel*", direct ou indirect, ou même juste d'en recevoir la promesse, sera désormais explicitement considéré comme de l'aide au passage dans la législation européenne. Cela vaut autant pour l'aide à l'entrée que pour l'aide au séjour, c'est-à-dire l'assistance à une personne en situation irrégulière demeurant sur le territoire. Toute forme de service induisant un bénéfice peut être criminalisée. Imaginons, par exemple, un conducteur de taxi qui fait payer sa course. Ou bien quelqu'un qui loue son appartement à une personne se retrouvant en situation irrégulière.

En 2023 déjà, au moins 117 personnes ont fait l'objet de poursuites pénales ou administratives pour avoir agi par solidarité avec des migrants dans l'UE, et au moins 76 migrants ont été incriminés pour avoir franchi des frontières selon un rapport du PICUM. (<https://picum.org/wp-content/uploads/2024/04/Cases-of-criminalisation-of-migration-and-solidarity-in-the-EU-in-2023.pdf>)

Il y a un second risque, quand il y a un nouveau préjudice créé par ce projet de réforme : le fait de "**causer des dommages graves**". Et ce, même quand on ne retire pas de bénéfice matériel.

C'est très préoccupant car on imagine bien comment cela pourrait s'appliquer largement sur les routes migratoires, où il y a beaucoup de situations à risque. Cela pourra concerner les pilotes de canots bien sûr, mais aussi n'importe qui **conduirait des exilés en situation irrégulière dans une voiture**. Ou encore pour les **acteurs du sauvetage en mer** qui opèrent dans des situations à haut risque.

De la même façon, cette disposition pourrait s'appliquer aux **parents qui sont contraints d'entreprendre des voyages risqués avec leurs enfants**. Déjà, en Grèce, les autorités ont engagé des poursuites contre un père qui avait traversé la mer avec son enfant, alors âgé de six ans, mais ce dernier n'a pas survécu au voyage. Il est maintenant jugé pour avoir mis en danger la vie de son fils et risque jusqu'à 10 ans de prison.

Comme cette notion est ouverte à interprétation, à l'échelle européenne, elle permettra **d'étendre la criminalisation**. D'autant qu'elle n'est pas contrebalancée par des protections claires de certaines catégories de personnes ou d'actions.

Une exception est tout de même incluse dans la proposition de réforme, pour les actions humanitaires qui "visent à répondre aux besoins humains fondamentaux des migrants".

C'est un garde-fou partiel seulement. Les États membres peuvent introduire ces exceptions humanitaires, mais n'y sont pas obligés. C'est recommandé, mais pas légalement contraignant. De plus, la **définition des actions humanitaires n'est pas claire**. Donc cela pourra être interprété de manière très restrictive par les États, par exemple uniquement pour la distribution d'eau et de nourriture mais pas pour d'autres types d'assistance tels que la diffusion d'informations et l'aide juridique. De même, il existait dans la directive européenne de 2002 une exception juridique pour les personnes qui aident des membres de leur famille. Si cette réforme est adoptée, ce ne sera plus une exception légalement contraignante, mais ce sera à chaque État d'évaluer la situation.

Dès lors, tout dépend de l'agenda politique de chaque pays. Il faut avoir en tête le cas d'une mère congolaise qui a voyagé avec sa fille de huit ans et sa nièce de 13 ans en Italie en 2019. Elle a été poursuivie auprès d'un tribunal à Bologne pour avoir facilité l'entrée de ses enfants de sa propre famille, et elle risque cinq ans d'emprisonnement. Son cas, surnommé le "dossier Kinsa", a été audiencé par la Cour de justice de l'Union européenne mi-juin 2024 et est encore en attente de décision.

Le texte actuel de la réforme laisserait la porte grande ouverte à la criminalisation, variant selon les orientations politiques de chaque pays. Sans prévoir réellement de protections. Tout cela est préoccupant en termes de droits des personnes migrantes, y compris des enfants, et des personnes qui agissent en solidarité.

En l'état, le nouveau **préjudice d'"incitation publique"** peut autant viser des publicités en ligne pour le passage, émises par des soi-disant trafiquants, que la fourniture d'informations objectives pour les gens en situation irrégulière. Des informations sur les manières de régulariser sa situation, sur les services de base auxquels il est possible d'avoir accès... Même si ce sont des informations qui visent à la réduction des risques, tout cela pourra être considéré comme de *"l'incitation"*. Les ONG, activistes, mais aussi les journalistes qui produisent ce type d'informations pourraient donc être concernés. Dans les documents de négociations au sein du Conseil européen (dont nous disposons), l'Allemagne s'inquiète aussi que cette disposition affecte, plus largement, la liberté d'expression et de la presse. Cet aspect du texte a reçu **beaucoup de critiques de la part de rapporteurs spéciaux des Nations Unies mais aussi du Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU**.

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits humains estime qu'il existe « un risque sérieux » que cette nouvelle infraction soit "utilisée pour criminaliser les défenseurs des droits de l'homme et dissuader les citoyens partager des informations concernant la migration vers l'UE".

ALLEMAGNE

Le défi de soigner des patients qui ne parlent pas allemand

Une petite note posée à l'accueil du cabinet en pédiatrie, à Kirchheim unter Teck, près de Stuttgart, dans le sud de l'Allemagne, demande désormais aux patients qui ne parleraient pas allemand de se présenter compagnie d'un interprète. *"Si la communication n'est pas possible en raison d'un manque de connaissances de la langue allemande et qu'aucun interprète n'est présent, nous devons à l'avenir refuser de traiter les patients, sauf en cas d'urgence"*. Selon l'Ordre des médecins du Bade-Wurtemberg, les médecins ont la prérogative de refuser un traitement dans diverses circonstances, y compris en cas de barrières de communication importantes.

La photo de la petite affiche a aussitôt circulé sur les réseaux sociaux, provoquant l'indignation des internautes, qualifiant la pratique de raciste, de discriminatoire et d'injuste. Le médecin, 60 ans, se défend de toute discrimination. Il estime que la mesure est nécessaire pour prodiguer les meilleurs soins possibles aux enfants. Il explique que de plus en plus de parents et d'enfants se présentent à son cabinet sans parler et comprendre l'allemand, rendant la mise à disposition de traitements difficiles, voire presque impossibles. En cas d'allergies, d'antécédents, soigner un patient peut s'avérer risqué sans pouvoir communiquer de façon précise avec le patient ou les parents. *"Dans le contexte des vaccinations, nous risquons d'enfreindre le code civil allemand et même le code pénal chaque fois que nous procédons sans communication claire"*, explique le médecin, qui précise toutefois qu'en cas d'urgence médicale, aucun patient ne se verrait refuser des soins. Avec près de vingt ans d'existence, le cabinet voit environ 3 500 enfants par trimestre. Depuis quelques années un patient sur deux est étranger. Selon le médecin, les patients répondent plutôt de manière constructive. Il assure que de nombreux parents concernés se sont pliés à la demande en amenant des interprètes à leurs rendez-vous. Un autre cabinet de pédiatrie dans la région souhaiterait d'ailleurs faire sien cette nouvelle pratique.

Les réactions à l'extérieur du cabinet sont néanmoins très partagées, notamment sur les réseaux sociaux. Si certains expriment leur compréhension, d'autres critiquent vivement cette politique, la qualifiant d'*"irrespectueuse et raciste"*. *"Il y a d'autres possibilités que de refuser de soigner le patient"*, estime la mère d'une fille de 12 ans.

"Nous savons que ce n'est pas notre motivation", rétorque le médecin qui ne compte pas revenir en arrière malgré la polémique suscitée. *"C'est pourquoi je ne suis pas extrêmement intéressé par les opinions de personnes qui n'ont rien à voir avec notre cabinet. Je m'occupe de mes patients et de leurs parents. Et c'est ce qui compte"*.

Il rappelle également la question de la protection juridique. *"Cela n'a rien à voir avec de la discrimination, mais avec la réalité. S'il n'y a pas d'interprète et que les patients ne nous comprennent pas, nous ne sommes pas autorisés à les traiter. Si nous le faisons quand même, nous évoluons constamment dans une zone grise d'un point de vue juridique"*.

En Allemagne, les médecins sont de plus en plus nombreux à partir à la retraite alors qu'il y a de moins en moins de personnes pour les remplacer. En mai, la chaîne d'information Euronews rapportait que l'on estime à 80 000 le nombre de médecins allemands âgés de plus de 60 ans. Un certain nombre de régions allemandes se retrouvent déjà confrontées à une pénurie, comme l'indique pour 2023 l'Association nationale des médecins de l'assurance maladie obligatoire (KVB). Reste que l'Allemagne est bien mieux placée que d'autres pays industrialisés. L'Allemagne compte environ 4,5 médecins pour 1 000 habitants, contre 3,4 en France et 2,7 aux États-Unis.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) prévient que la pénurie de médecins en Europe et en Asie centrale est une véritable bombe à retardement. Dans 13 des 44 pays ayant fourni des données, 40 % des médecins sont déjà âgés de 55 ans ou plus et proches de la retraite. Dans ces pays, il n'existe en moyenne que 37 médecins pour 10 000 habitants.

L'idée d'externaliser les procédures d'asile fait son chemin

Le ministère allemand de l'Intérieur continue à examiner différents modèles de gestion de la migration et n'exclut pas une coopération avec un pays tiers, à l'image du modèle controversé par le Royaume-Uni - qui a été finalement abandonné en juillet. En Allemagne, le ministère de l'Intérieur, et les chrétiens-démocrates de la CDU/CSU espèrent eux aussi mettre en œuvre cette externalisation. Le porte-parole de la politique intérieure du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag, a affirmé que le parti voulait *"utiliser le travail de base effectué par nos partenaires britanniques"*. Il est allé jusqu'à présenter le rétropédalage de Londres comme une opportunité pour l'Allemagne : *"Nous disposons désormais d'encore plus de capacités au Rwanda"*. *"Situés en Europe continentale, nous sommes beaucoup plus touchés par l'immigration clandestine. L'Allemagne et l'Union Européenne (UE) doivent donc avoir la possibilité de mener des procédures d'asile en dehors de l'Europe"*. La législation européenne stipule pourtant qu'il est illégal d'envoyer des demandeurs d'asile dans un pays avec lequel ils n'ont aucun lien. Un porte-parole du ministère allemand de l'Intérieur a ainsi déclaré qu'il était peu probable qu'un plan similaire puisse voir le jour - soulignant le grand nombre d'obstacles juridiques à la mise en œuvre d'un tel accord. Et d'ajouter que les coûts d'externalisation des procédures d'asile seraient bien plus élevés que les coûts d'hébergement des demandeurs d'asile en Allemagne.

Si le gouvernement et l'opposition défendent des approches différentes en matière d'immigration, le chancelier a commencé à faire des concessions ces derniers mois, s'engageant notamment à accélérer les procédures et augmenter le rythme des expulsions. Lors d'une visite à l'Office fédéral pour les migrations et l'asile (BAMF), il a réitéré sa volonté d'intensifier les efforts politiques pour accélérer les délais de traitement des dossiers. Le chancelier veut notamment œuvrer au retour des demandeurs d'asile vers d'autres pays de l'UE dans le cadre du règlement de Dublin - qui prévoit que le pays par lequel un demandeur d'asile est entré dans l'UE est chargé d'examiner et de traiter sa demande d'asile. Toutefois, certains États, dont l'Italie, n'acceptent actuellement quasiment plus de demandeurs d'asile dans le cadre de Dublin, se disant déjà débordés par le nombre constant de nouvelles arrivées de migrants.

Il compte également miser sur les nouvelles technologies pour accélérer les procédures d'asile. L'intelligence artificielle (IA) devrait ainsi jouer un rôle croissant dans le travail du BAMF dans un avenir proche et son utilisation serait déjà *"en préparation dans de nombreux domaines"*. Pour le chancelier, l'IA pourrait contribuer à *"garantir que nous puissions prendre des décisions de routine rapidement mais avec un niveau de qualité élevé"*, tout en soulignant que le BAMF se devait de maintenir des niveaux de personnel suffisants. *"Nous devons nous assurer que nous sommes à la pointe de la technologie"*. D'après le président du BAMF, le délai moyen de traitement d'une demande d'asile est actuellement de 4,6 mois, ce qui est le délai le plus court depuis près de 10 ans. Il a insisté sur le besoin de traiter les dossiers *"de manière individuelle et adaptée aux personnes"*.

Le nombre de demandes d'asile en Allemagne est quant à lui en train de baisser. De janvier à juin 2024, 121 000 demandes d'asile ont été déposées en Allemagne, soit une baisse de près de 20 % par rapport à la même période de l'année précédente. La plupart des demandeurs sont originaires de Syrie, d'Afghanistan et de Turquie, selon les données du BAMF.

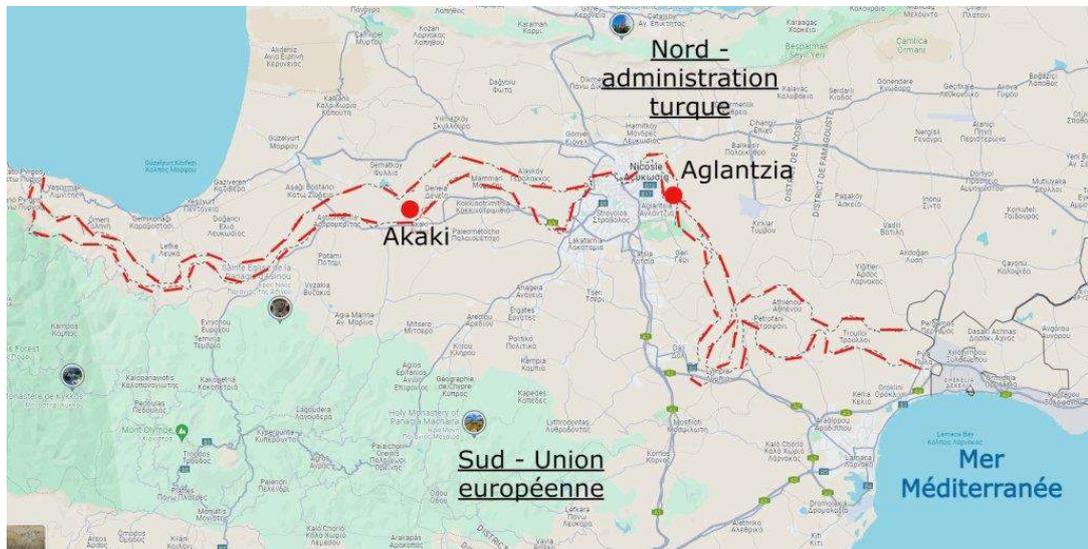
CHYPRE

Migrants bloqués dans la zone tampon : l'UE lui rappelle ses "obligations"

Jeudi 8 août 2024, la Commission européenne a rappelé à Chypre ses obligations en matière de droit d'asile : *"La possibilité pour toute personne de demander une protection internationale sur le territoire d'un État membre, y compris à sa frontière ou dans une zone de transit, est établie par le droit de l'UE"*. *"Chypre étant un État membre de l'UE, il a obligation de fournir un accès à la procédure de protection internationale. Il s'agit d'un élément important du droit d'asile garanti par la Charte des droits fondamentaux (article 18) et du respect de la Convention de Genève"*.

Le porte-parole a ajouté "suivre de près la situation" et "être en contact" avec les autorités chypriotes et le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) à ce sujet.

Depuis la mi-mai, des dizaines de migrants sont bloqués dans la zone tampon de l'île., contrôlée par l'ONU, qui sépare le nord du territoire chypriote, administrée par la Turquie, de sa partie sud, membre de l'UE depuis 2004. Ils sont aujourd'hui 70 migrants à patienter dans ce no man's land sous une chaleur étouffante, avec pour seuls abris des tentes de l'ONU et des seaux d'eau pour se laver.



La zone tampon de l'ONU sépare l'île de Chypre en deux. Crédit : Google Maps

Ces exilés, comme des milliers d'autres présents à Chypre, sont arrivés par avion côté turc, et avaient pour objectif de passer au sud via la Ligne verte, ligne de démarcation entre les deux territoires. 46 d'entre eux, originaires de Somalie, du Soudan, de Syrie, d'Afghanistan et d'Iran ont depuis déposé un recours devant la justice. Certains de ces migrants auraient tenté de déposer leur demande d'asile au centre d'accueil de l'île de Pournara mais en auraient été empêchés par les autorités, puis conduits en voiture et "abandonnés" dans la zone tampon, d'après l'ONU. D'après l'ONU, le dernier refoulement a eu lieu le 6 août 2024, et concerne 10 personnes, dont quatre mineurs non accompagnés.

Jeudi dans la matinée, le vice-ministre des migrations a visité la zone tampon près de la localité d'Avlona, à l'ouest de la capitale Nicosie. Au sujet des exilés bloqués, il a partagé sa "préoccupation". "Nous sommes conscients du problème humanitaire, c'est pourquoi nous fournissons des produits de première nécessité à ces personnes", a-t-il assuré. Il a dans le même temps défendu la "position ferme" du gouvernement : "nous ne voulons pas créer une nouvelle route [migratoire] via la Ligne verte". Des habitants et des agriculteurs locaux lui ont exprimé leur frustration face à la clôture de 14 km qui s'étend sur certaines parties de la Ligne verte - installés à la demande de l'ancien ministre de l'Intérieur - la qualifiant "d'inutile".

D'après le HCR, fin mars 2024, 25 428 demandes d'asile étaient en cours auprès du Service d'asile chypriote. Et selon le dernier rapport du Conseil européen pour les réfugiés et exilés (ECRE), en 2023, un total de 10 662 nouvelles demandes d'asile ont été déposées à Chypre, soit la moitié du nombre déposé en 2022. Le pays d'origine le plus représenté était la Syrie (6 199 demandes), suivie du Nigéria (1 019), de l'Afghanistan (736), de la République démocratique du Congo, (427) et du Cameroun (421).

CROATIE

Jeudi 8 et vendredi 9 août 2024, la police du comté de Sisak-Moslavina a empêché six cas de trafic de personnes et arrêté les passeurs. La police a ouvert une procédure pénale contre deux

citoyens italiens, un Croate, un Néerlandais, un Biélorusse, un Géorgien et un Ukrainien soupçonnés d'avoir commis le délit d'entrée, de déplacement et de séjour illégaux en Croatie, dans un autre État membre de l'UE ou dans un pays. Ils ont tous été interpellés alors qu'ils convoyaient des migrants illégaux contre de l'argent.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ESPAGNE

Jeudi 8 août 2024, 77 trafiquants de diverses nationalités ont été arrêtés et six responsables de l'organisation ont été écroués. Ces derniers étaient basés en Espagne et en Italie mais disposaient d'intermédiaires en Libye, en Bolivie et au Mexique. Plus de 200 policiers espagnols ou appartenant à Europol et à l'agence américaine Homeland Security Investigations ont participé à l'opération. Dix sites, domiciles et agences de voyages, ont été perquisitionnés dans le cadre de cette enquête débutée en 2022. Les policiers ont ainsi mis la main sur 500 000 euros en liquide. Sur des images diffusées par la police espagnole, on peut voir plusieurs dizaines de liasses de billets saisies.

Le réseau était composé de deux branches : la première faisait passer des citoyens d'origine indienne en Europe, avec pour destination finale les États-Unis ou le Canada. L'autre branche était dédiée à la promotion de l'immigration illégale de citoyens d'origine bolivienne en Espagne.

Les migrants indiens prenaient d'abord l'avion pour l'Égypte, via une escale à Bahreïn. Ils prenaient ensuite la route vers l'Est, direction la Libye. Depuis le littoral libyen, ils embarquaient sur des bateaux avec plus de 130 personnes vers l'île italienne de Lampedusa, "*effectuant un voyage de 28 heures, sans eau et sans nourriture*", précise la police. Une fois arrivés en Italie, les exilés étaient hébergés à Turin, jusqu'à leur transfert aérien vers Saragosse ou Barcelone, en Espagne.

Dans la péninsule ibérique, les migrants étaient "*hébergés dans des hôtels jusqu'à ce que l'organisation leur envoie des passeports espagnols de citoyens naturalisés*". Les dirigeants de l'organisation étaient ensuite chargés de fournir aux migrants tout le nécessaire pour poursuivre leur voyage dans différentes villes du Mexique. Là-bas, ils étaient pris en charge "*par les mafias qui opèrent à la frontière avec les États-Unis, appelées 'coyotes', et qui procédaient à leur entrée aux États-Unis comme point final de leur voyage*", explique la police.

Les migrants boliviens, eux, prenaient un vol vers Istanbul (Turquie) ou Le Caire (Égypte). Dans ces pays, ils étaient hébergés dans des hôtels jusqu'à ce que les trafiquants leur envoient des passeports espagnols de citoyens naturalisés d'origine bolivienne. Avec ces documents, les migrants se rendaient à Madrid ou à Barcelone, monnayant 8 000 à 10 000 euros.

Un réseau de passeurs démantelé entre l'Algérie et l'Espagne

La police espagnole a annoncé vendredi 2 août avoir démantelé un réseau de passeurs qui a introduit un millier de migrants algériens et syriens en Espagne depuis l'Algérie. Le coût du trajet : jusqu'à 20 000 euros par personne. Ce réseau criminel est responsable de "*l'entrée illégale dans notre pays, grâce à des embarcations rapides (...) de plus de 750 migrants d'origine syrienne et de plus de 250 migrants d'origine algérienne*", a précisé la police. "*Des embarcations rapides, qui étaient 'surchargées' et 'sans aucun matériel de sécurité'*". L'opération, à laquelle a pris part l'agence Europol, a donné lieu à l'arrestation de 21 personnes dans la région de Madrid, en Andalousie où arrivaient les bateaux et dans le Pays Basque à la frontière avec la France. Le réseau logeait les migrants en Espagne avant d'organiser ensuite leur transit vers d'autres pays européens. Au total, l'organisation pourrait ainsi avoir gagné 1,5 million d'euros.

Les Syriens et les Algériens arrivaient sur les côtes espagnoles "*de nuit et dans des zones difficiles d'accès, éloignées des centres urbains*", où ils étaient récupérés par des membres du groupe criminel qui les emmenaient à Madrid. Le réseau disposait de nombreux appartements où les migrants

"étaient entassés et logés dans des conditions insalubres". Ensuite, si les migrants voulaient rejoindre un autre pays européen, le réseau leur fournissait des passeports et des billets pour prendre l'avion ou bien les acheminait par la route.

Accueil des migrants et politique

Depuis le début de l'année, les partis politiques à la tête des régions espagnoles s'écharpent régulièrement sur la question de l'accueil des migrants, notamment ceux débarqués aux Canaries. Depuis le début de l'année, sur les 26 000 personnes arrivées dans le pays, plus de 19 000 ont débarqué aux Canaries. Début juillet, il a été ordonné de transférer en urgence, 400 mineurs sur le continent. L'archipel ne pouvant plus accueillir dans des conditions décentes les 6 000 jeunes présents au total sur ses îles.

Une mesure prise à la va-vite que le gouvernement aimerait inscrire dans le marbre. Le 22 juillet 2024, il a présenté au Parlement une réforme de la loi Immigration : le texte propose une modification de l'article 35, qui acterait l'accueil obligatoire des mineurs non accompagnés dans les différentes structures du pays, lorsqu'un territoire (comme les Canaries ou les enclaves) dépasse 150% de sa capacité d'accueil. Selon un spécialiste : *"L'idée de cette réforme est de soulager les points d'entrée migratoires : Ceuta, Melilla, et les Canaries, avec l'élaboration d'un mécanisme de solidarité semblable à celui que veut appliquer l'Union européenne entre les pays membres. Cette situation est conséquente du système décentralisé espagnol, où l'État n'a pas la main sur l'accueil des migrants", "les partis espagnols sont capables de trouver un compromis, mais ils devront dépasser leurs crispations politiques"*. En Espagne, chaque région ou communauté est présidée par un parti politique. Depuis les dernières élections de mai 2023, c'est le Parti populaire (PP), de la droite conservatrice, qui en dirige la majorité. Quant au gouvernement, il est dirigé par une coalition de centre gauche composée du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), du Parti des socialistes de Catalogne (PSC) et de l'alliance Sumar (SMR). *"Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la droite dans son ensemble est favorable à la répartition, qu'elle considère comme un devoir de solidarité. Mais certains présidents de région du PP ont été élus avec le soutien de Vox, d'extrême-droite, vent debout contre la réforme et qui surfe sur la question migratoire pour séduire les électeurs. C'est cette compétition au sein des droites qui peut entraver le compromis"*. Et compliquer le quotidien des migrants tout juste arrivés.

Ceuta

Lundi 12 août 2024, près de 300 migrants ont tenté d'atteindre l'enclave espagnole à la nage, après une traversée de quelques kilomètres depuis le Maroc voisin. En raison du trop grand nombre de personnes à l'eau du côté est de l'enclave, à Tarajal, la Garde civile a même fait appel au Secours maritime.

Les premières tentatives de traversée se sont produites dimanche soir 11 août 2024 vers 23h. Puis durant plus de six heures ensuite, la Garde civile et les secours ont extirpé de l'eau des dizaines d'exilés, *"tandis que d'autres continuaient à sauter à la mer, certains avec des flotteurs et des combinaisons en néoprène"*. Sur la plage de Ceuta, des équipes de la Croix-Rouge sont intervenues pour porter assistance aux migrants. D'après l'association, la majorité présentait des symptômes d'hypothermie. Les sauveteurs espagnols affirment avoir porté secours à 24 personnes, et une douzaine de mineurs ont été accueillis à terre. Mais il reste difficile de connaître le chiffre exact de personnes accueillies à Ceuta ce jour. Seuls les mineurs et les adultes algériens et subsahariens sont hébergés une fois arrivés. Les adultes marocains, quant à eux, sont renvoyés à leur point de départ, en vertu d'un accord migratoire entre l'Espagne et le Maroc. Certaines personnes ont par ailleurs rebroussé chemin, ne parvenant pas à passer.

Il reste difficile de connaître le nombre total de migrants ayant atteint Ceuta à la nage

cette année. Car ces exilés sont en fait comptabilisés par les autorités dans les entrées dites "*terrestres*" des registres, puisqu'ils n'utilisent pas d'embarcations pour venir en Espagne. Ces embarcations qui définissent, elles, les "*entrées maritimes*". On sait en revanche que 1 391 personnes sont entrées à Ceuta par voie terrestre en 2024, contre 571 à la même période l'année dernière, d'après le ministère de l'Intérieur.

Ces arrivées régulières font pression sur le système d'accueil de l'enclave, notamment celui réservé aux mineurs. Environ 320 jeunes sont actuellement hébergés à Ceuta, pour une capacité de 132 places. Les arrivées de mineurs étrangers non accompagnés sont en augmentation de 400 % cette année, par rapport à l'an passé. Pour éviter de laisser ces mineurs sans solution, les autorités de Ceuta ont mis à disposition dimanche deux entrepôts industriels, déjà utilisés lors des arrivées de mai 2021. L'un de ces entrepôts héberge environ 80 mineurs. Appelé "*Nueva Esperanza*", "*Nouvel espoir*" en français, l'endroit dispose de "*chambres avec lits superposés*", "*d'espaces salle de bain et toilettes*", ainsi "*que d'un endroit dédié aux repas*".

Le centre d'accueil pour adultes (CETI), lui, hébergeait il y a encore deux semaines près de 600 personnes, pour 512 places. Face à l'impossibilité d'accueillir davantage d'exilés, il a fermé ses portes aux nouveaux arrivants le 1er août 2024. Une décision qui a forcé, dès le lendemain, une trentaine d'exilés à camper dehors devant le bâtiment, faute de solutions. Ces derniers jours, des transferts vers la péninsule ibérique ont donc été planifiés pour désengorger le CETI. Au total, 109 résidents du centre, algériens et d'origine subsaharienne, ont gagné d'autres structures espagnoles. L'Andalousie s'apprête par exemple à accueillir 24 personnes ces prochains jours. Le conseiller de la présidence et du gouvernement de Ceuta, a salué ce transfert, tout en exigeant une "*réponse structurelle*".

La répartition des exilés dans les différentes communautés d'Espagne est au cœur du débat politique depuis plusieurs semaines. "*L'idée de cette réforme, c'est de soulager les points d'entrée migratoire : Ceuta, Melilla, et les Canaries, avec l'élaboration d'un mécanisme de solidarité semblable à celui que veut appliquer l'Union européenne entre les pays membres*". Mais les discussions restent tendues, le gouvernement central socialiste ayant des différends avec les présidents de région, majoritairement issus du Parti populaire (PP), de droite.

Augmentation des traversées

Ces derniers jours, des effectifs policiers supplémentaires – agents de la Guardia civile et de la police marocaine – ont été déployés du côté de Fnideq, ville marocaine située au sud-est de l'enclave espagnole. Plusieurs équipes ont également été postées à Benu, au nord-ouest de Ceuta. Ces deux localités constituent les deux points d'entrée maritimes de l'enclave, que cherchent à atteindre les candidats à l'exil à la nage. De nombreux jeunes hommes tentent, à partir du Maroc, d'attendre l'Espagne à la nage, dont les passages sont en recrudescence cette année. Mais la zone à traverser est extrêmement dangereuse à cause des courants forts et des nombreux rochers disséminés. Certains, emportés par les vagues au large, n'arrivent jamais à destination.

Ainsi en juillet 2024, "*plusieurs centaines*" de tentatives de traversée ont été décomptées par les autorités. Le 30 juillet 2024, une soixantaine de personnes ont tenté d'atteindre Ceuta à la nage, et huit ont finalement débarqué sur une plage espagnole. Tous, dont six mineurs, ont été pris en charge par la Croix-Rouge espagnole. Il reste cependant difficile de connaître le nombre exact de migrants ayant atteint Ceuta à la nage cette année. Car ces exilés sont en fait comptabilisés par les autorités dans les entrées dites "*terrestres*" des registres, puisqu'ils n'utilisent pas d'embarcations pour venir en Espagne. Ces embarcations qui définissent, elles, les "*entrées maritimes*". On sait en revanche que 1 220 personnes sont entrées à Ceuta par voie terrestre en 2024, contre 474 à la même période de 2023. "*Aux statistiques officielles s'ajoutent aussi les nombreuses tentatives qui ne sont jamais relatées, celles qui se produisent chaque nuit, conduisant les forces marocaines et la Garde civile à intervenir sur la plage*". "*De l'autre côté de la frontière [espagnole], la situation est chaotique, avec des dizaines*

et des dizaines de personnes qui sautent à l'eau chaque nuit". Le centre d'accueil pour mineurs de l'enclave "La Esperanza" a accueilli entre janvier et juin 2024 quelque 300 jeunes marocains arrivés par voie maritime. En 15 jours, en juillet 2024, 50 autres mineurs sont venus gonfler les chiffres, soit 356% de plus qu'en 2023 à la même période. Pour désengorger la structure, de petits centres "ponctuels" ont été ouverts dans d'autres quartiers de la ville. On craint une détérioration des conditions de vie des exilés.

Jeudi 1er août 2024, le ministère de l'Intérieur a ordonné au CETI, le centre d'hébergement des migrants de l'enclave espagnole située au Maroc, à fermer ses portes. Aucun nouvel arrivant ne pourra donc y être accueilli. D'après la presse espagnole, cette décision force actuellement une trentaine d'exilés à camper dehors devant la structure, faute de solutions. Dans la matinée, dix personnes ont gagné la péninsule sur décision de la police nationale, après un premier entretien d'asile effectué à Ceuta. *"Ces départs progressifs concernent généralement des personnes subsahariennes transférées via un processus d'accueil humanitaire, laissant dans l'attente la majorité des Marocains".*

Si la saturation du centre s'explique par des arrivées plus régulières dans l'enclave, elle résulte aussi du fait que les transferts de migrants – mineurs et adultes - sont organisés au compte-goutte vers le continent. Les migrants se retrouvent parfois à patienter durant des mois, faisant pression sur leur structure de première arrivée.

Baléares

Plus de 2 000 migrants ont débarqué depuis le début de l'année

Depuis plusieurs semaines, chaque jour ou presque, de petites embarcations chargées d'exilés maghrébins et subsahariens débarquent sur les îles des Baléares. Elles constituent aussi, pour des milliers de candidats à l'exil, l'espoir d'une vie meilleure en Europe. Depuis plusieurs semaines, des dizaines d'entre eux quittent les côtes algériennes et débarquent quotidiennement à Majorque, Formentera ou Cabrera, dans l'archipel des Baléares, à l'est de la péninsule ibérique, en mer Méditerranée. Dimanche 4 août 2024 vers 2h du matin, 25 personnes d'origine subsaharienne ont été secourues à environ 70 km de Formentera. *"Tous les migrants étaient apparemment en bonne santé".*

La veille, 87 personnes réparties dans trois embarcations avaient débarqué sur cette île.

Vendredi 2 août, 22 passagers d'un même canot ont nécessité l'assistance des secours au sud de Cabrera, petite île au sud de Majorque. Tous d'origine subsaharienne, ils sont arrivés à terre sains et saufs. Au même moment, 34 exilés débarquaient à Formentera, et s'ajoutaient aux 61 autres personnes arrivées la veille.

Selon un bilan arrêté au 4 août, en 2024, 2 013 personnes ont débarqué aux Baléares contre 2 278 pour toute l'année 2023.

Bien moins empruntée que la route des Canaries, la traversée en mer qui mène aux Baléares reste tout de même une option choisie par des milliers de migrants pour entrer dans l'Union européenne.

En 2023, on comptait 46,7 % d'arrivées en plus qu'en 2022. La situation avait poussé les autorités à installer un centre d'accueil provisoire à Palma, à Majorque, d'une capacité de 300 places.

Les arrivées actuelles mettent une nouvelle fois sous pression les structures d'accueil de l'archipel. Un abri appartenant à l'Évêché de Majorque a par exemple été ouvert il y a quelques jours pour accueillir des mineurs, au nombre de 603 sur l'île. Une mesure qui *"sert à atténuer temporairement la surpopulation dont souffrent les centres en ce moment"*, a expliqué le responsable des Affaires sociales à Majorque (IMAS). En juillet, le huitième étage d'une maison de retraite a aussi été réquisitionné pour accueillir une quarantaine de nouveaux arrivants.

À Majorque, si les autorités poussent les murs, elle déplorent dans le même temps le manque de soutien du gouvernement central. Le 16 juillet 2024, l'IMAS a lancé un appel à Madrid pour pallier le manque de places. Laissée sans réponse, elle a été réitérée le 3 août dernier : en plus de places supplémentaires pour les mineurs, l'IMAS exige davantage de moyens financiers pour leur hébergement, et une réforme de la politique migratoire espagnole.

"Il est essentiel que le gouvernement assume ses responsabilités et agisse de manière décisive, abonde un éditorial d'un média local. Il faut une stratégie globale qui comprend le renforcement des ressources de sauvetage et d'accueil sur toutes les îles, et l'amélioration des infrastructures d'accueil [...] Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions faire face à cette crise humanitaire et garantir les droits et la dignité des migrants".

GRECE

75 migrants secourus au large de Pylos

Les garde-côtes grecs ont annoncé mardi 6 août 2024 avoir secouru 75 migrants en mer Méditerranée, au large de Pylos, dans la zone où s'était produit l'an dernier l'un des pires naufrages de migrants en Méditerranée. Les personnes secourues se trouvaient à bord d'un voilier, au sud-ouest de la ville côtière de Pylos dans le Péloponnèse. Elles ont été conduites jusqu'au port de Kalamata. Aucune information n'a été donnée sur la nationalité des migrants ni sur leur point de départ.

De plus en plus d'embarcations de migrants partent de Tobrouk, dans l'est de la Libye - pourtant considérablement plus éloigné de l'Italie que la partie ouest du pays. Mais dans l'est, les opérations d'interceptions en mer sont rares. Les migrants pensent donc avoir plus de chances de rallier la Grèce et l'UE sans risque de refoulement.

"Détections arbitraires et illégales" des migrants du camp fermé de Samos

Amnesty international publie, mardi 30 juillet 2024, un nouveau rapport au vitriol sur les conditions de vie des migrants dans le centre fermé de l'île de Samos (CCAC pour "centre fermé à accès contrôlé"), en Grèce (<https://www.amnesty.org/en/documents/eur25/8356/2024/en/>). Dans ce document, qui s'intitule « Samos : nous nous sentons en prison sur l'île », l'ONG s'insurge notamment de la manière dont les demandeurs d'asile sont pris en charge à leur arrivée dans le camp. *"Sous prétexte d'enregistrer et d'identifier les personnes, les autorités grecques détiennent de facto tous les résidents à leur arrivée, y compris les personnes en situation de vulnérabilité, en violation de leurs droits",* rapporte Amnesty international, qui a effectué une visite à Samos en décembre 2023. *"Les autorités soumettent systématiquement les demandeurs d'asile à une détention illégale et arbitraire".*

Lorsqu'ils ont traversé la mer Égée et atteint l'île de Samos, les exilés sont transférés par les autorités dans le centre pour migrants de l'île. Là, ils sont enfermés dans une partie de la structure - en attendant leur identification - pour une durée maximum de 25 jours, où ils sont *"soumis à des ordres de 'restriction de liberté'". Ils ne peuvent pas sortir du camp, sauf pour des "raisons graves". "Ces restrictions sont systématiquement appliquées sans évaluation individuelle. Cela va au-delà de ce qui peut être considéré comme une restriction légitime de la liberté de mouvement et équivaut à une détention illégale".*

L'ONG évoque aussi la surpopulation et ses conséquences. Lorsque le centre est saturé - 4 850 personnes hébergées en octobre 2023 pour une capacité de 3 650 places -, les migrants sont contraints de vivre dans *"des espaces non résidentiels tels que les cuisines et les salles de classe (...) dans des conditions inadéquates"*. Une situation qui exacerbe les problèmes déjà existants, comme l'absence de médecin permanent ou l'accès à l'eau. *"Quand nous sommes arrivés au camp, il y avait de l'eau trois heures par jour. Les gens ne pouvaient pas prendre de douche en même temps. Nous mettions de l'eau dans une carafe. Nous prenons des douches, comme il y a 70 ans",* raconte un Syrien cité par l'ONG. *"Les conditions de vie des résidents, notamment en période de surpopulation dans le centre, peuvent être considérées comme inhumaines et dégradantes, en violation de l'interdiction des mauvais traitements",* signale encore Amnesty international.

Ce centre de Samos a pourtant été érigé en modèle lors de son ouverture en septembre 2021. Présenté comme ultra-moderne, en comparaison aux hotspots des îles de la mer Égée, il est

présenté par l'Union européenne (UE) comme un exemple à suivre dans d'autres États membres - la Commission a investi 43 millions d'euros pour bâtir ce camp. Mais dès sa création, les humanitaires avaient fait part de leurs critiques. Des propos réitérés dans le rapport d'Amnesty international. *"L'UE avait promis que ces centres seraient conformes aux 'normes européennes'. Au lieu de cela, nous avons découvert un cauchemar dystopique [...] créant un environnement 'carcéral'"*, déplore l'ONG. Le site est ultra-sécurisé : barbelés permettant de délimiter le lieu, caméras de surveillance sur le site, portails métalliques de sécurité avec reconnaissance digitale et tourniquets à l'entrée, horaire de sortie autorisée entre 8h et 20h... *"[Quand on arrive dans le camp] c'est le choc. On pense que l'on va trouver une situation agréable, mais c'est tout le contraire. C'est la prison. On dit que l'Europe c'est la liberté, mais ce n'est pas comme ça"*, témoigne dans le rapport, une Soudanaise. *"La Grèce est depuis longtemps un terrain d'essai pour des politiques migratoires de l'UE fondées sur l'exclusion (...). Les conclusions relatives à Samos montrent que ce modèle est punitif, coûteux et favorise les abus"*, dénonce le directeur général de l'Impact régional sur les droits humains à Amnesty International.

L'ONG s'inquiète que la structure de Samos ne soit dupliquée dans d'autres pays européens, dans le cadre du Pacte sur l'asile et la migration. L'UE a adopté mi-mai 2024 une vaste réforme qui durcit le contrôle de l'immigration dont l'entrée en application est **prévue mi-2026**. Le texte prévoit notamment la construction de centres fermés aux frontières extérieures de l'UE. *"Samos ouvre une fenêtre sur l'avenir du Pacte et offre une occasion cruciale à l'UE et à ses États membres de changer de cap. Les règles grecques en matière d'asile sur les 'restrictions de liberté' doivent être abrogées de toute urgence [...]"*, a déclaré le directeur d'Amnesty international. *"Ne pas [les abroger] porterait gravement atteinte aux normes européennes en matière de droits fondamentaux, mais augmenterait aussi considérablement les traumatismes et les souffrances humaines aux frontières."*

ITALIE

En fin de journée samedi 3 août 2024, les autorités italiennes ont reçu un appel de détresse venant d'une embarcation transportant des Syriens, des Egyptiens et des Bangladais au sud-est de Syracuse, en Sicile. Les garde-côtes ont dépêché un navire et un avion sur place mais *"les occupants de l'embarcation ont fini à l'eau alors que le patrouilleur approchait"*, ont déclaré les autorités. Au total, 34 personnes ont tout de même été secourues et transportées à Syracuse, à 11 km de là. Mais un premier migrant est décédé à son arrivée au port et un second est mort après son transfert à l'hôpital. Les détails sur les causes des décès n'ont pas été communiqués. Des recherches en mer *"d'une personne disparue qui se trouvait à bord du navire, qui a ensuite coulé, sont actuellement en cours"*, ont précisé dimanche les garde-côtes, qui enquêtent aussi sur la manière dont les migrants se sont retrouvés à l'eau à l'approche de leur bateau.

IRLANDE

Le gouvernement irlandais ne respecte pas le droit international, a estimé jeudi 1er août 2024, la Haute Cour de Dublin. La justice avait été saisie par la Commission irlandaise des droits de l'Homme et de l'égalité (IHREC), pour contraindre les autorités irlandaises à remplir leurs obligations légales en matière d'asile.

La majorité des migrants qui débarquent à Dublin se voient forcés de passer plusieurs nuits – des semaines pour certains – à la rue, sous des tentes, faute de place dans les hébergements gérés par l'État. Des campements de tentes, régulièrement démantelés, se reforment continuellement dans le centre-ville de la capitale irlandaise ces derniers mois. En ne répondant pas aux besoins fondamentaux des demandeurs d'asile, l'État irlandais *"viole les droits de ces personnes tels que prévus à l'article 1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne"*, a déclaré le juge. Le gouvernement enfreint notamment le droit à la dignité en ne fournissant pas à ces personnes un logement adéquat et un accès à des installations d'hygiène de base et aux produits de première nécessité.

La Haute Cour s'est en revanche abstenue d'émettre des ordonnances obligatoires,

pourtant demandées par l'IHREC, ne forçant pas les autorités à prendre des mesures d'urgence pour se mettre en conformité avec le droit international. Le juge a reconnu les "efforts acharnés" du gouvernement pour régler le problème de logement des demandeurs d'asile. Pour tenter de répondre à la demande croissante, les autorités ont en effet monté à la hâte des centres faits de grandes tentes militaires et de lits superposés, en périphérie de la capitale. Mais ils ne suffisent pas à prendre en charge l'ensemble des exilés. Au 30 juillet 2024, plus de 2 350 personnes attendaient encore de pouvoir bénéficier d'une place dans un centre d'accueil.

Et pour ceux qui parviennent à décrocher une place, la désillusion est grande. Beaucoup préfèrent retourner à la rue, tant les conditions de vie sont difficiles dans les camps. *"On est 16 personnes par tente, c'est beaucoup. Le soir, le bruit des autres m'empêche de dormir". "Nous recevons régulièrement des mails [des autorités] disant qu'il y a de la place pour nous là-bas mais je ne veux pas. Je préfère vivre à la rue que dans ces centres"*, disait un jeune homme, assis sur le bord de sa tente près d'un canal à Dublin.

Les autorités irlandaises le reconnaissent : elles n'arrivent plus à faire face à l'arrivée de migrants venus pour la plupart de l'Angleterre voisine. *"Depuis janvier, 9 700 personnes arrivées en Irlande ont demandé une place d'hébergement, soit une moyenne de 389 par semaine. C'est plus de cinq fois la moyenne de 2017-2019"*, déclarait début juillet le ministère de l'Enfance, de l'Egalité, du Handicap, de l'Intégration et de la Jeunesse. Le premier pays de nationalité des exilés à demander l'asile en Irlande est le Nigéria, suivi de la Géorgie et de l'Algérie.

EUROPE

COMMENT FONCTIONNENT LES "RETOURS VOLONTAIRES" DE L'OIM ?

Le programme de "retour d'aide au retour volontaire et à la réintégration," (AVRR) *"vise à proposer une alternative pratique aux migrants qui souhaitent retourner volontairement dans leur pays d'origine de manière sûre, durable et dans la dignité"*. Les migrants sur la route de l'exil qui veulent rentrer chez eux peuvent faire appel à l'agence onusienne pour les aider dans leurs démarches. En fonction du nombre de demandes, les personnes vulnérables sont considérées comme prioritaires.

Pour pouvoir bénéficier du programme AVRR, vous devez prendre contact avec l'antenne de l'OIM dans le pays où vous vous trouvez. *"Les demandes de retour volontaire sont reçues directement par les bureaux de l'OIM en personne, par téléphone ou en ligne. Les migrants désireux de rentrer chez eux sont également identifiés lors des différentes activités de terrain de l'OIM dans les régions du pays"*. Si personne ne répond, vous pouvez laisser un message sur le répondeur - dans la langue que vous souhaitez - en donnant votre nom, votre nationalité et un numéro de téléphone sur lequel les équipes de l'OIM vous rappelleront. Les équipes de l'OIM procèdent à un entretien afin de déterminer votre profil et d'organiser au mieux votre retour. La période d'attente moyenne entre la demande et le retour au pays est comprise entre 20 et 90 jours. Sachez que si vous changez d'avis et ne souhaitez plus rentrer chez vous, vous pouvez le faire jusqu'au jour du départ.

La procédure de retour volontaire et de réintégration se fait en trois étapes.

- La phase de pré-départ : elle inclut notamment des activités de sensibilisation, des conseils, une évaluation des vulnérabilités qui permet d'enclencher une assistance sociale (hébergement d'urgence, nourriture, biens non alimentaires...), légale, médicale et psychosociale. *"Lors de cet entretien détaillé, l'OIM s'assure également qu'un retour digne et sûr est faisable en coordination avec les équipes présentes dans les pays d'origine et suivant une procédure de 'due diligence' ; auquel cas elle ne pourra procéder à ce dernier"*. Si votre intégrité est menacée en cas de retour au pays, ou s'il existe des risques pour votre vie, l'OIM n'organisera pas de retour volontaire.

- L'organisation du voyage : l'OIM s'occupe de réserver les billets d'avion, d'accompagner les plus vulnérables jusqu'au pays d'origine, de faciliter l'obtention des documents de voyage en collaborant avec les représentations diplomatiques.
- L'accueil à l'arrivée : l'agence fournit une assistance comprenant le transport jusqu'à la destination finale, l'aide à l'hébergement si nécessaire, un suivi médical et un soutien à la réintégration. Si vous présentez un projet fiable, l'OIM peut vous aider financièrement à le mettre en œuvre. Les équipes de l'ONU assurent un suivi pendant un an pour ceux bénéficiant de cette aide à la réintégration. *"L'aide à la réintégration peut, par exemple, comprendre des activités génératrices de revenus, des formations, l'accès aux services de base ou le soutien au rétablissement des liens avec la communauté. En outre, l'OIM encourage les liens entre la réintégration des migrants et le développement durable afin de favoriser l'acceptation et l'intégration dans la société"*. Mais pour certains, l'accès à cette aide relève peut être plus ou moins longue

ROYAUME-UNI

Royaume-Uni: l'immigration légale pourrait baisser en 2024

Les demandes de visa étudiants ont diminué de 15% depuis le début de l'année, mais ce sont surtout les travailleurs du secteur médico-social qui boudent le Royaume-Uni : les candidatures ont chuté de plus de 80% au deuxième trimestre 2024 par rapport à l'année dernière. La raison de ces chutes est les restrictions imposées sur les personnes à charge. Pour ces deux types de visas, depuis le mois de mars, il est plus compliqué de faire venir un époux ou des enfants. C'était une mesure phare du gouvernement conservateur de Rishi Sunak pour faire diminuer l'immigration légale, qui a atteint un record en 2023. Le nouveau gouvernement travailliste n'a pas l'intention de revenir sur ces restrictions.

Pourtant, si la politique tient son objectif, elle pourrait s'avérer néfaste. Pour les universités, déjà : les frais d'inscription des étudiants internationaux représentent un cinquième de leurs revenus. Moins d'étudiants internationaux, c'est donc un manque à gagner pour les institutions. Quant au secteur médico-social, il souffre déjà d'une crise de vocations, avec des milliers de postes non pourvus... Or, rien qu'à l'hôpital public anglais, un quart des employés vient de l'étranger.

<https://www.rfi.fr/europe/20240809-royaume-uni-l-immigration-l%C3%A9gale-pourrait-baisser-en-2024>

"Détérioration inquiétante de la sécurité" dans les centres de rétention administrative

Détention à rallonge, violences, bâtiments délabrés... Les inspections officielles des huit principaux centres de rétention administrative font état d'une situation *"particulièrement inquiétante"* dans les centres du pays. Chacun de ces établissements, lors de leur inspection, ont fait l'objet de préoccupations *"clés"* et *"prioritaires"*, termes utilisés pour désigner les manquements les plus graves qui doivent être corrigés de toute urgence. La *"détérioration inquiétante de la sécurité"* sur des sites comme Harmondsworth et Yarl's Wood est une *"source d'inquiétude majeure"*, a notamment déclaré l'inspecteur en chef des prisons. Dans ses conclusions, l'inspection des prisons rappelle également que ces lieux sont censés détenir les migrants qui doivent être expulsés avant leur départ. Or, ils servent davantage à héberger des personnes parfois pour des mois, voire des années, qui finissent par être libérées. *"Priver quelqu'un de sa liberté est un acte très grave, et les personnes ne devraient être détenues dans les centres que lorsque la perspective de leur expulsion du pays est imminente. À chaque inspection, nous constatons que les personnes sont détenues bien plus longtemps qu'elles ne devraient l'être, certaines pendant des années"*, dénonce le contrôleur des lieux de détention.

Le centre de rétention d'Harmondsworth, à l'ouest de Londres, a été principalement épinglé. *"Les conditions ici sont les pires que nous ayons vues dans un centre de détention pour migrants"*. Un rapport sur ce site fait état *"d'usage excessif de la force et d'agressions physiques de la part du personnel"*. Un gardien a même été licencié en 2023 pour agression de détenus, harcèlement

et racisme. La moitié des quelque 500 détenus ont déclaré avoir des pensées suicidaires et de nombreuses tentatives de suicide ont été recensées sur le site, dont une a eu lieu alors même que l'inspection était en cours dans ce bâtiment "délabré" et "décrépi". Les détenus se plaignent notamment du froid, d'agressions en constante augmentation ou encore du surpeuplement des chambres. Ils ajoutent également que se plaindre était régulièrement une raison pour laquelle ils étaient envoyés en cellule d'isolement. "Près des deux tiers" des détenus "ont été libérés" et pas expulsés. Cela "soulève la question de savoir pourquoi ces personnes ont été détenues en premier lieu. Une détention potentiellement à l'origine de traumatismes supplémentaires pour des personnes déjà vulnérables", tance-t-il. C'est le cas aussi dans l'établissement de Brook House. Ici, les inspecteurs ont constaté que certains détenus étaient détenus depuis plus de deux ans et demi.

Interrogé sur ces révélations, le ministère de l'Intérieur, par la voix d'un porte-parole, a déclaré "prendre très au sérieux la santé, le bien-être et la sécurité des personnes dont nous avons la charge". "Il est essentiel que la détention et l'expulsion soient effectuées avec dignité et respect. Nous sommes préoccupés par certaines des conclusions des rapports précédents et reconnaissons que les normes doivent être améliorées dans les centres de détention pour immigrés". L'exécutif "s'engage à prendre des mesures au vue des résultats de ces inspections".

Des milliers de personnes disent une nouvelle fois "non" au racisme

De nouvelles manifestations ont rassemblé des milliers de personnes samedi dans plusieurs villes du Royaume-Uni, en réaction aux émeutes d'extrême droite qui ont secoué le pays pendant une semaine. C'était une journée durant laquelle certains craignaient des tensions car de nombreuses manifestations antiracistes étaient prévues mais l'extrême droite avait, elle aussi, appelé au rassemblement. Finalement, samedi 10 août 2024, des milliers de personnes sont descendus sans heurts dans les rues de plusieurs villes britanniques pour dire une nouvelle fois "non" au racisme et à l'islamophobie de manière pacifique. Ces rassemblements ont eu lieu à l'issue d'une semaine marquée par une réponse judiciaire très ferme, avec des centaines de comparutions et de premières condamnations.

La plus importante manifestation a réuni quelque 5 000 personnes à Belfast, capitale d'Irlande du Nord où la police avait dénoncé plusieurs actes qualifiés de racistes cette semaine. L'association United Against Racism qui a co-organisé le rassemblement, a estimé que celui-ci montrait "que Belfast est une ville accueillante (...) qui dit non au racisme, au fascisme, à l'islamophobie, à l'antisémitisme ou à la misogynie". Une mosquée de Newtownards, à l'est de Belfast, avait encore été visée dans la nuit de vendredi à samedi par un cocktail molotov - qui n'était pas allumé - et vandalisée, la police disant traiter l'affaire comme un délit raciste. "Il s'agit d'un crime de haine à motivation raciale et je tiens à adresser un message fort à ceux qui ont perpétré cet acte : ce type d'activité ne sera pas toléré", a déclaré l'inspecteur en chef du service de police d'Irlande du Nord (PSNI).

Des rassemblements antiracistes réunissant des centaines de personnes ont été signalés à travers tout le Royaume-Uni : Newcastle et Manchester (nord de l'Angleterre), Cardiff (pays de Galles), Glasgow et Edimbourg (Ecosse)... À Londres, près d'un millier de personnes se sont rassemblées devant le siège du parti anti-immigration et anti-système Reform UK, portant des pancartes "Non au racisme, non à la haine", sans incident. Les émeutes de début août sont les pires au Royaume-Uni depuis 2011. Elles ont visé des hôtels et centres hébergeant des demandeurs d'asile mais des mosquées et des commerces ont également été pris pour cible.

Les autorités mettent l'accalmie depuis cinq jours sur le compte de la réponse judiciaire très ferme, avec plus de 800 arrestations, 300 inculpations et de premières condamnations à de la prison ferme pour des casseurs ou des publications en ligne attisant la violence. Le Premier ministre a promis que les émeutiers feraient face "à toute la puissance de la loi". Il a annulé ses projets de vacances pour la semaine prochaine afin de rester concentré sur la crise. Des centaines de participants présumés aux violences seront bientôt traduits en justice dans le cadre d'une "nouvelle phase"

d'affaires "*plus graves*", a indiqué le chef du parquet en Angleterre et au Pays de Galles. Les personnes reconnues coupables pourraient être condamnées à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans au titre de l'infraction la plus grave, à savoir l'émeute, a-t-il averti.

Silencieux jusqu'alors, le roi Charles III a remercié vendredi soir la police pour son action pour mettre fin "*à la délinquance d'un petit nombre*" et salué "*l'esprit de solidarité*" et "*la compassion*" de ceux qui s'y sont opposés.

A Birmingham, face à l'extrême droite la communauté musulmane "veut combattre la violence par la loi"

Lundi 5 août 2024, après un week-end de violences d'extrême droite dans plusieurs villes britanniques, des jeunes du quartier à majorité musulmane de Bordesley Green, dans l'est de Birmingham, sont sortis dans la rue pour en découdre avec les partisans de l'English Defence League (EDL). Ce mouvement d'extrême droite très actif en ligne avait menacé de s'attaquer à la mosquée du quartier. Finalement, la mosquée a été épargnée mais, aux abords du Clumsy Swan, la situation a dégénéré. Un client a été agressé et des journalistes molestés par des manifestants habillés tout de noir, masqués et brandissant, pour certains, des drapeaux palestiniens.

Ce jour-là, le Royaume-Uni, et Birmingham en particulier, ont eu peur. Comment briser la spirale de la violence si les jeunes musulmans du pays se mettaient à répondre par les poings aux provocations de l'extrême droite ?

Alors que le premier ministre a assuré que les émeutiers auraient à faire face à "*toute la force de la loi*", le PDG de X, a, lui-même, propagé la rumeur d'un supposé deux poids deux mesures du premier ministre travailliste, entre les émeutiers d'extrême droite et musulmans. Quelques jours plus tard, le calme est revenu dans Bordesley Green. Mais face aux menaces de l'EDL qui se poursuivent en ligne. Lundi soir, un gérant d'une entreprise de vente et location de voitures est allé s'excuser auprès des gérants du Clumsy Swan, au nom de la communauté. Dans ce quartier, "*comme dans n'importe quel groupe, il y a du bon et du mauvais*", déplore-t-il. Conscient que dans le contexte actuel un simple message pourrait mettre le feu aux poudres, cet "*activiste de la communauté*" est sur le qui-vive. Ces jours-ci, son téléphone sonne sans cesse et il court d'un média à l'autre avec un message : pour sortir de cette situation par le haut, il faut **combattre les fake news** et "*rester positif*", assure-t-il. C'est aussi la stratégie de la communauté musulmane dans les quartiers où elle est moins représentée. Dans une mosquée du nord de Birmingham, l'imam et le directeur du centre communautaire qui y est attaché expliquent avoir des contacts très réguliers avec la police. "*Nous avons un groupe WhatsApp avec les mosquées alentours, les centres communautaires et les autorités locales, détaille le directeur du centre communautaire. Nous échangeons sur de potentielles menaces et la conduite à adopter.*"

Depuis l'incident de lundi à Bordesley Green, l'imam répète sans relâche, pendant et en dehors de ses prêches, que la seule conduite à tenir en cas de provocation ou d'attaque de membres de l'extrême droite est la retenue. "*Et il faut tout de suite appeler la police*", complète-t-il, affirmant vouloir "**combattre la violence par la loi**". Autorités religieuses et communautaires du quartier s'étaient retrouvées mardi avec la police pour évoquer la journée de mercredi. Ce jour-là, l'EDL avait menacé de s'en prendre à un centre pour migrants et réfugiés dans le quartier de Jewellery Quarter. Mais une contre-manifestation antiraciste rassemblant quelque 200 personnes, les émeutiers d'extrême droite ne se sont pas montrés.

Mais les autorités musulmanes de ce quartier du nord de la ville se tiennent sur leurs gardes car le risque d'escalade existe bien. "*Je me tiens prêt à me défendre*" en cas d'attaque de l'extrême droite, déclare un homme, rencontré devant la mosquée. Originaire de Gambie, ce père de quatre enfants se dit très inquiet par ce qu'il voit "*aux informations et sur les réseaux sociaux*". Marqué par les événements de lundi à Bordesley Green, il dit comprendre la réaction des habitants du quartier.

"*Que feriez-vous, vous, si on vous attaquait ?*". Il ne laisse plus ses enfants aller seuls au parc de son quartier. Dans la communauté musulmane de Birmingham, mais aussi pour toute personne noire ou racisée en général, la vie a été chamboulée par la récente irruption de violence dans les rues et en ligne. Un chauffeur de taxi éthiopien affirme éviter désormais de travailler dans des quartiers qu'il ne juge pas sûrs. Pour les migrants et demandeurs d'asile aussi, la période est angoissante.

La tension est montée encore d'un cran dans la ville vendredi alors que l'extrême droite a appelé à de nouvelles manifestations samedi 10 août. "*Nous conseillons aux personnes de la communauté de rester chez elles autant que possible*", a déclaré l'imam du nord de Birmingham. Faire disparaître de l'espace public les personnes qu'elle menace. Une première victoire pour l'extrême droite.

Des migrants pris pour cible sur fond d'émeutes d'extrême droite

Depuis plusieurs jours, des violences - inédites depuis une dizaine d'années - éclatent dans toute l'Angleterre et en Irlande du Nord. Des villes comme Southport, Liverpool, Belfast, Hull, Londres, Halifax... sont secouées par des émeutes qui ciblent principalement des lieux musulmans ou des structures liées à l'immigration (centres d'accueil pour migrants, notamment). Ce déchaînement de colère mené par des groupuscules d'extrême droite a débuté juste après l'attaque au couteau, à Southport, lundi 29 juillet 2024, au cours de laquelle trois fillettes ont perdu la vie. Depuis, le pays est sous le choc face aux images de ces derniers jours : hôtels saccagés, mosquées assaillies, pillages de commerces d'étrangers... Et le gouvernement britannique peine à calmer les esprits. Selon les décomptes réalisés par les médias britanniques, plus de 400 personnes ont été arrêtées depuis une semaine.

Dimanche 4 août 2024, dans la soirée, un hôtel hébergeant des demandeurs d'asile a été la cible de violences, près de Birmingham dans le centre de l'Angleterre. "*Un important groupe d'individus (...) a jeté des projectiles, brisé des vitres, allumé des feux et ciblé la police*", au niveau d'un hôtel Holiday Inn de Tamworth. Des médias britanniques ont affirmé que cet hôtel hébergeait des demandeurs d'asile. "*Enough is enough*" ("Trop, c'est trop"), est devenu le mot d'ordre des contestataires anti-immigration. Ce dimanche aussi, à Rotherham, dans le nord du pays, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées devant un autre hôtel hébergeant également des demandeurs d'asile. Des affrontements avaient éclaté avec les forces de l'ordre. Des manifestants ont déclenché un feu, jeté des projectiles sur les policiers, quand d'autres ont crié des slogans comme "*Mettez les dehors*". Au moins dix policiers ont été blessés, mais aucun personnel ou client de l'hôtel. Certains participants ont brisé des vitres de l'établissement, ont déclenché un feu, jeté des projectiles sur les policiers. Certains sont parvenus à entrer dans l'hôtel, sans qu'il soit clair dans l'immédiat si des demandeurs d'asile étaient à l'intérieur ce jour.

Ces émeutes ont donc commencé après la mort de trois fillettes tuées dans une attaque au couteau à Southport, lundi dernier, par un jeune homme de 17 ans. De multiples rumeurs ont ensuite circulé sur les réseaux sociaux concernant la religion et l'origine de l'agresseur présumé, de la mort de trois fillettes. Lors de sa première comparution en justice, à Liverpool, le 1er août 2024, le juge a décidé de révéler son nom, précisant que cette mesure "*exceptionnelle*" avait pour but de contrer la propagation de fausses informations. Le jeune homme a été inculpé et placé en détention. L'agresseur présumé, est "*originaire d'un village près de Lancashire, mais est né à Cardiff, au Pays de Galles*". Par ailleurs, l'adolescent devait avoir 18 ans "*six jours plus tard*", a indiqué le juge pour expliquer sa décision. Sa famille a été relogée pour assurer sa sécurité.

Les premiers heurts ont eu lieu à Southport, mardi soir, soit le lendemain de l'attaque. Une mosquée a été prise pour cible. Puis, les violences se sont propagées dès mercredi à d'autres villes du pays, en particulier à Londres où les forces de l'ordre ont procédé à 111 arrestations. À Middlesbrough (nord-est), des débordements ont aussi eu lieu dans le centre-ville. Un homme de 34 ans, a assuré aux journalistes de l'AFP n'avoir "*rien à voir avec l'extrême droite*" et être là pour "*les petites filles*" tuées et pour demander que l'on "*empêche des gens dont on ne connaît rien de venir chez nous*". Des

émeutes et affrontements avec la police ont aussi été recensés à Aldershot (sud-ouest), Bolton (nord) ou Weymouth (sud), Liverpool (nord-ouest), Hull (nord-est), Belfast (Irlande du Nord), Leeds (nord), Sunderland (nord-est). Le pays n'avait pas connu une telle flambée depuis 2011, après la mort d'un jeune homme métis, tué par la police au nord de Londres. Selon les décomptes réalisés par les médias britanniques, plus de 400 personnes ont été arrêtées depuis une semaine.

Le Premier ministre a convoqué une réunion de crise, dite "*Cobra*", lundi 5 août 2024, avec ministres et représentants de la police dans sa résidence officielle à Londres. Il a promis que les casseurs anti-migrants et islamophobes regretteraient leurs actes. "*Je vous garantis que vous regretterez d'avoir participé à ces désordres*", que ce soit directement ou indirectement, "*en ayant provoqué ces actions en ligne*", a affirmé le chef du gouvernement travailliste. Selon certains députés, les violentes émeutes survenues depuis le meurtre des trois petites filles auraient été motivées en ligne par des organisations d'extrême droite. Un député travailliste a déclaré à la BBC Radio 4 "*que des manifestations avaient été suggérées par des personnes dans un certain nombre de groupes de médias sociaux à la suite des agressions au couteau de Southport*". Une thèse reprise par la police britannique qui pointe notamment du doigt l'English Defence League (EDL). Cette organisation d'extrême droite créée il y a 15 ans a souvent mené des actions anti-immigration émaillées de débordements. L'organisation s'est dissoute il y a quelques années mais certains de ses membres restent actifs. Depuis lundi, le premier ministre multiplie les messages de fermeté et de soutien aux forces de l'ordre contre ce qu'il a de nouveau décrit dimanche comme "*des violences d'extrême droite*". "*Si vous ciblez des gens à cause de la couleur de leur peau ou de leur religion, c'est de l'extrême droite*", a-t-il insisté. Le gouvernement a annoncé renforcer la protection policière des mosquées. Certains commentateurs et responsables politiques ont estimé que la montée d'un discours anti-immigration dans la classe politique, a légitimé les manifestants.

A Birmingham, des manifestants se mobilisent contre l'extrême-droite

Des milliers de personnes se sont rassemblées mercredi 7 août 2024 dans plusieurs villes britanniques pour s'opposer aux émeutes d'extrême-droite qui secouent le pays depuis une semaine. À Birmingham, dans le centre du pays, environ 200 personnes étaient venues défendre un centre d'aide aux réfugiés menacé de destruction par l'extrême droite. "*Je suis là pour contrer la English Defence League*", explique une Française installée à Birmingham depuis 40 ans, postée devant l'entrée du bâtiment. "*Je veux les empêcher de semer la terreur et la haine*". Un peu plus loin, une autre manifestante, une médecin retraitée d'origine indienne, veut, elle, montrer qu'elle ne se laissera pas impressionner par les militants fascistes. "*Je veux leur prouver que je peux me déplacer librement*". "*Ils essaient de nous faire peur, ils veulent qu'on reste chez nous. Mais je suis venue pour leur dire que je décide de mes mouvements. Les réfugiés ne sont pas le problème du Royaume-Uni*". Un peu partout autour des deux femmes, des slogans ont retenti comme "*Disons-le fort et clair, les réfugiés sont les bienvenus ici*". Certains tenaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*le fascisme n'est pas le bienvenu*".

Depuis le début de la journée, mercredi, les forces de l'ordre craignaient des dizaines de nouvelles manifestations racistes et islamophobes et de possibles éruptions de violence, notamment contre des mosquées et des hôtels hébergeant des migrants. Mais ce soir-là, à Birmingham, comme dans de nombreuses villes du pays, rien n'a dégénéré. "*Les manifestants anti-haine se sont opposés aux voyous*", écrit à la Une de son édition de jeudi le The Daily Mail. "*Votre ennemi, c'est un yacht ou une limousine, pas un 'small boat'*", peut-on lire sur une pancarte

Dans le nord-est de Londres, une manifestation d'extrême droite était redoutée dans le quartier de Walthamstow, mais plusieurs milliers de contre-manifestants sont venus aussi. À Brighton, 2 000 personnes ont participé à une manifestation "*pacifique*", selon la police. D'autres rassemblements ont eu lieu à Bristol (ouest), à Liverpool (nord) aux abords du bâtiment d'une association d'aide aux demandeurs d'asile, Sheffield (nord), Newcastle (nord) ou encore Oxford (centre), et se sont dispersés dans le calme. Des tensions ont toutefois éclaté sporadiquement, comme

à Aldershot (sud) où la police a dû s'interposer entre des militants antiracistes et un groupe de personnes qui criaient "*Arrêtez les bateaux*", en référence aux migrants qui arrivent sur des bateaux pneumatiques.

La ministre de l'Intérieur a salué mercredi soir le travail des agents présents sur le terrain "*pour protéger et soutenir les communautés locales*". Plus de 400 personnes ont été arrêtées depuis le début des heurts la semaine dernière et plus de 120 personnes ont été inculpées, selon le parquet. Les premières condamnations sont également tombées. "*Voilà l'action rapide que nous prenons*", s'est félicité le premier ministre, qui a multiplié les messages de fermeté face aux casseurs. Le chef de la police antiterroriste a prévenu que les autorités n'excluaient pas d'avoir recours à la législation antiterroriste face à certaines violences.

Un sondage Savanta publié mercredi 7 août 2024 montre que 67% des Britanniques s'inquiètent de la montée de l'extrême droite. Selon un autre sondage publié par YouGov, l'immigration est le principal défi posé au pays pour 51% des personnes interrogées, à un niveau inédit depuis près de 10 ans.

Les réfugiés afghans évacués en août 2021 ont droit à la réunification familiale

Le gouvernement britannique a annoncé, mardi 30 juillet 2024, que le programme britannique de relocalisation des Afghans (ACRS, pour Afghan Citizens Resettlement Scheme) allait être élargi. Au cours des trois prochains mois, les Afghans évacués au Royaume-Uni dont la famille proche est restée en Afghanistan pourront en bénéficier. Plus de 6 400 personnes sont arrivées au Royaume-Uni via ce processus. Les publics concernés par cet élargissement doivent avoir été évacués d'Afghanistan entre le 13 et le 28 août 2021. Les personnes majeures peuvent faire venir leurs conjoints et leurs enfants. Tandis que les mineurs afghans se trouvant au Royaume-Uni peuvent obtenir la réunification avec leurs parents - et leurs frères et sœurs si ces derniers ont moins de 18 ans.

"Il est de notre devoir moral de veiller à ce que les familles qui ont été tragiquement séparées soient réunies et ne soient pas laissées à la merci des Talibans. C'est pourquoi j'ai élargi le programme ACRS afin que ceux qui ont été laissés derrière puissent être réinstallés au Royaume-Uni", a déclaré la ministre britannique de l'immigration.

Cette mesure avait été demandée par de nombreux députés et des ONG qui estimaient que les réinstallations d'Afghans étaient trop lentes. Au lendemain du retour au pouvoir des fondamentalistes religieux, le 15 août 2021, les autorités britanniques avaient déclaré qu'elles souhaitaient accorder l'asile à quelques 20 000 personnes vulnérables. Plus de 15 000 personnes ont été évacuées de la capitale afghane au cours des deux semaines qui ont suivi la chute de Kaboul. Et, moins de deux ans plus tard, en mars 2023, quelques 22 800 afghans avaient été relocalisée au Royaume-Uni. Plusieurs ONG de défense des droits des migrants ont salué la décision de la nouvelle administration britannique. "*Il s'agit d'une annonce extrêmement positive. Nous avons travaillé avec de nombreuses familles déchirées dans le chaos de l'évacuation de Kaboul. Elles auront désormais la possibilité de se retrouver en toute sécurité. Pour les enfants séparés de leurs parents, cela va changer leur vie*", a réagi le directeur général de l'ONG Refugee Council.

Le directeur du plaidoyer pour l'ONG Safe Passage International, s'est, lui, réjoui, d'une décision qui va "*changer la vie des parents et des enfants qui ont été séparés*". Selon les chiffres de cette organisation spécialisée dans la réunification familiale, au moins 80 enfants se trouvent actuellement en Afghanistan séparés de leurs parents. Face aux difficultés pour rejoindre sa famille ou demander l'asile depuis l'Afghanistan, de nombreux Afghans ont recours aux voies irrégulières d'immigration. Les Afghans sont ainsi nombreux à tenter de rejoindre le Royaume-Uni en traversant la Manche dans des small boats.

SERBIE

Fermeture de la moitié des centres d'accueil

La Serbie a fermé la moitié de ses centres d'accueil. Le directeur du Centre non gouvernemental pour la protection et l'assistance aux demandeurs d'asile rappelle pourtant que la migration ne s'est pas arrêtée et qu'avec la fermeture des centres d'accueil et d'asile, les migrants *« se retrouvent entre les mains des passeurs »*. *« Lorsque vous n'avez pas de logement et que vous entrez dans le pays, les seuls qui peuvent vous aider et vous fournir un logement sont les passeurs. Ils vous factureront très cher, peut-être qu'ils vous abuseront, vous exploiteront, vous prendront en otage, et cela échappe bien sûr aux radars des institutions »*. Il rappelle que les réseaux de passeurs se sont développés en Serbie précisément à cause du manque de logements. *« Même lorsque les camps fonctionnaient dans le nord du pays, ils disposaient de places limitées. Et il y avait trois, quatre mille personnes le long de la frontière et des camps à Subotica avec seulement 150 à 200 places. Toutes les autres personnes étaient entre les mains de passeurs, payant d'énormes sommes d'argent, ils en ont tiré profit et ont continué à se développer. »*

La commissaire serbe aux réfugiés et aux migrations, a déclaré le 2 août 2024 que le nombre d'arrivées de migrants cette année était inférieur de 80 % à celui de 2023. Depuis le début 2024, seulement 10 300 migrants ont été enregistrés dans les centres d'accueil en Serbie. *« Pour cette raison, le nombre de centres d'accueil et d'asile en Serbie a été réduit, il n'y en aura plus que sept à partir du 1er septembre »*. Le Commissariat avait déjà annoncé le 26 juillet 2024 qu'en raison du nombre réduit de migrants, il avait fermé définitivement les centres d'accueil de Šid, Dimitrovgrad et Kikinda. Les centres de Tutin, Banja Koviljača, Pirot, Bosilegrad, Sombor, Subotica et Adasevci sont temporairement fermés du 1er août. jusqu'au 30 septembre 2024. La commissaire a par contre assuré que les centres d'asile de Sjenica, Obrenovac, Vranje et Krnjaca, ainsi que les centres d'accueil de Bujanovac, Preševo et Principovac, resteront ouverts à pleine capacité.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

Une camionnette transportant une cinquantaine de migrants s'est renversée vendredi 26 juillet 2024 sur une autoroute près de la ville serbe de Bela Palanka, à quelques kilomètres de la frontière avec la Bulgarie, a annoncé le lendemain la télévision bulgare RTS. Trente exilés, tous des hommes originaires d'Afghanistan et du Népal, ont été blessés dans l'accident et 22 d'entre eux ont été pris en charge à l'hôpital le plus proche, dont deux en soins intensifs. Trois sont toujours hospitalisés, tandis que les autres ont été envoyés dans un centre d'accueil de la région. *"Nous ne pouvons pas donner le degré de blessures [de tous les migrants impliqués dans l'accident]"*, a précisé l'équipe médicale. *"Certains ont été transportés inconscients à l'hôpital"*, a ajouté le ministre serbe de l'Intérieur. Une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur les circonstances de cet accident. Selon le ministre, le conducteur du véhicule est un citoyen albanais. Les migrants *"sont venus de Bulgarie, ils ne sont pas tombés [en Serbie] en parachute. Nous y sommes confrontés tous les jours. C'est pourquoi nous voulons que l'Union européenne (UE) nous aide pour mieux contrôler nos frontières"*.

Pour lutter contre les flux migratoires irréguliers, Belgrade a signé fin juin un accord avec Frontex, permettant à ses agents d'effectuer des contrôles sur le sol serbe. Selon ce partenariat, l'agence européenne est autorisée à lancer des opérations conjointes avec les garde-frontières serbes pour surveiller les frontières albanaises, macédoniennes et celles du Monténégro. *"Le renforcement de la gestion des frontières tout au long de la route migratoire est essentiel pour réduire les arrivées irrégulières, compte tenu également de l'évolution du mode opératoire des passeurs et des risques liés au trafic d'armes à feu et à la criminalité organisée"*, avait alors déclaré la Commission européenne dans un communiqué.

IRAN

Le quotidien des réfugiés afghans en Iran

Le flux d'immigrants afghans vers l'Iran a commencé en 1979 après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. La deuxième vague d'immigration massive a eu lieu lorsque l'URSS s'est retirée d'Afghanistan et que des guerres civiles ont éclaté en 1988. La troisième vague de réfugiés a demandé l'asile en Iran en 1996, lorsque les Taliban ont réussi à repousser les autres factions et à occuper Kaboul. L'afflux suivant a eu lieu en 2001, après l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis. La cinquième vague d'immigration de masse, la plus récente, a débuté en 2021, lorsque les États-Unis se sont retirés d'Afghanistan et que les Taliban ont à nouveau occupé le pays.

Dans les 18 mois qui ont suivi le retour des Taliban, au pouvoir en Afghanistan, on estime qu'un million d'Afghans ont cherché refuge et travail en Iran, rejoignant ainsi les deux millions de réfugiés afghans qui se trouvaient déjà dans le pays. Depuis le dernier recensement effectué par le gouvernement iranien en 2022, de jeunes hommes afghans continuaient à franchir la frontière en grand nombre. En 2024, le ministre de l'Intérieur iranien évalue désormais le nombre **d'Afghans en situation irrégulière en Iran entre 5 et 8 millions**, dans un pays dont la population totale s'élève à 89 millions d'habitants. Le gouvernement iranien a introduit de nouvelles restrictions à l'encontre des Afghans et multiplie les expulsions. Le ministre iranien de l'Intérieur, a déclaré le 6 mai 2024, que le pays avait expulsé plus de 1,3 million d'Afghans au cours des douze derniers mois.

Les réfugiés d'Afghanistan fuient vers l'Iran depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979. Alors que les générations précédentes d'Afghans, qui pouvaient s'enregistrer officiellement en tant que réfugiés ou obtenir des permis de séjour de longue durée, attiraient moins l'attention, la dernière vague d'arrivées, engagée en 2021 et composée essentiellement de jeunes hommes sans papiers, est confrontée à une vague croissante d'"afghanophobie".

Les Afghans arrivés depuis 2021 ont ouvert leurs propres cafés, où l'on entend de la musique afghane, des restaurants servant des plats traditionnels. Ils ont aussi leurs propres lieux de rencontre où ils se réunissent par centaines – c'est le cas du lac Chitgar, très prisé à Téhéran, et du secteur autour de la tour Azadi, à l'ouest de la ville. De nombreux Iraniens accueillent mal ces nouveaux arrivants. Les réseaux sociaux iraniens montre des dizaines de commentaires racistes à l'encontre des Afghans. Des panneaux indiquant **"Interdit aux Afghans"** ont été vus à l'entrée de parcs et de piscines. Les communautés locales ont demandé aux propriétaires de ne pas louer à des Afghans et se plaignent de la présence d'enfants afghans dans les écoles iraniennes. En octobre 2023, des panneaux dans la ville de Yazd indiquaient qu'une assemblée de quartier avait pris une décision : *"Aucun propriétaire n'est autorisé à louer à des étrangers"*. Dans un pays où les Afghans constituent de loin le principal groupe d'immigrés, le terme *"étranger"* est largement utilisé pour désigner les Afghans. Un Iranien d'âge moyen, exprime les craintes et les frustrations ressenties par de nombreux Iraniens : *"Je pense qu'il y a trop d'immigrés afghans en Iran aujourd'hui. Je comprends les graves problèmes de l'Afghanistan – les Taliban, l'insécurité, le chômage – mais notre pays ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour accueillir des millions d'immigrés afghans. La situation économique est déjà désastreuse pour nous. La présence de trop nombreux Afghans a un impact sur notre vie quotidienne. Par exemple, il y a de longues files d'attente dans les boulangeries, et beaucoup de [ceux qui attendent] sont des Afghans"*.

En Iran, les Afghans sans papiers ne sont pas autorisés à travailler. Les études montrent que ceux qui trouvent un emploi occupent des emplois dits "3D" *"dirty, difficult and dangerous"* [pour sales, difficiles et dangereux]. Dans certains quartiers, en particulier dans les banlieues pauvres, les écoles sont surchargées d'élèves afghans et de nombreux emplois sont occupés par des migrants afghans illégaux. Le profond fossé culturel entre les Afghans et les Iraniens conduit souvent à des

confrontations. Environ 600 000 élèves afghans sont inscrits dans les écoles iraniennes selon les données officielles, ce qui représente 3,5 % des 16,7 millions d'élèves que compte le pays.

Il y a dix ou vingt ans, les immigrés afghans s'intégraient mieux. Aujourd'hui, ils se retrouvent via les réseaux sociaux et organisent de grands rassemblements. Par exemple, au bord d'un lac de Téhéran, on peut voir des groupes de jeunes Afghans en habits traditionnels, qui ont parfois un comportement provocateur, ce qui effraie les gens.

Un immigré afghan de 23 ans arrivé en Iran en 2022 se confie sur sa vie dans le pays : *"Cela fait plus de deux ans que j'ai déménagé en Iran. Lorsque les Taliban ont pris Kaboul, j'ai décidé de partir. J'avais peur d'eux et il n'y avait pas de travail et je devais nourrir toute ma famille. Je suis venu ici légalement : j'avais un visa. Mais après quelques mois, ils ont refusé de le renouveler. Cela fait donc plus d'un an que je n'ai plus de documents. Ils m'ont dit qu'il y avait trop d'Afghans... Ils disent que c'est nous qui sommes responsables de la hausse des prix en Iran, pas le gouvernement ! Depuis fin 2023, le gouvernement iranien a durci sa politique à notre égard. Il y a beaucoup d'expulsions et de patrouilles de police. Nous avons l'habitude de nous retrouver avec d'autres amis afghans au lac Chitgar ou dans d'autres endroits pour nous amuser, mais cela fait des mois que je n'ose plus sortir. Je me contente d'aller travailler et de rentrer directement à la maison. Il y a deux jours, la police a expulsé l'un de mes amis vers l'Afghanistan. Ils l'ont arrêté alors qu'il revenait de la salle de sport".* Les autorités iraniennes intensifient les expulsions d'Afghans. Le département de l'immigration des Taliban affirme que l'Iran a, en 2023, déporté 50 % d'Afghans de plus qu'en 2022. De nombreux médias iraniens et afghans font état d'actes de torture, de violences et d'humiliations lors de ces déportations.

Alors que, depuis des années, l'Iran donne accès aux services sociaux aux réfugiés afghans – la santé et l'éducation, notamment –, les politiques iraniennes restreignent l'accès à certains services et appellent parfois à des déportations massives. En avril, le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'il retirait l'accès à certains *"services sociaux"* aux ressortissants étrangers vivant illégalement en Iran, une mesure considérée comme ciblant les Afghans.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et des études indépendantes, il y a plus de 4,5 millions d'immigrés afghans en Iran. Parmi eux, 1,4 million ont un permis de séjour dans le pays, les autres sont sans papiers. Les autorités iraniennes affirment toutefois que ce nombre pourrait se situer entre 5 et 8 millions.

"Parfois, j'ai peur des gens. Ils nous insultent, ils nous harcèlent même au travail. Les Iraniens ne se mêlent jamais à nous. Les seuls amis que j'ai sont d'autres Afghans qui, comme moi, sont arrivés récemment. Même parmi les Afghans qui vivent ici depuis longtemps, je ne connais personne. Lorsque nous nous réunissons quelque part dans la ville, cela ne pose pas de problème si nous sommes deux ou trois, mais si nous sommes plus, nous recevons des regards noirs, ou on nous dit même : "Retournez dans votre pays". Dans le quartier où nous vivons, tous nos voisins sont afghans. Nous sommes à environ 500 mètres d'un quartier où vivent les Iraniens. Nous avons tout : l'eau, l'électricité, l'internet, une boulangerie, mais nous ne croisons presque jamais nos voisins iraniens. Je travaille dans une petite usine près de Téhéran. On me paie beaucoup moins qu'un travailleur iranien. Je n'ai pas d'assurance, ils ne paient pas les cotisations de sécurité sociale ni les primes et en plus, je dois faire face à leur racisme quotidien. Il n'y a qu'un seul collègue iranien qui est un vrai gentleman. Si j'ai un problème, je m'adresse directement et uniquement à lui".

Bien qu'il n'existe pas de statistiques sur l'implication des migrants afghans dans des activités criminelles en Iran, la couverture médiatique croissante a entraîné une augmentation des attaques racistes, des appels à l'expulsion massive et des affrontements de rue entre Iraniens et Afghans. Le 26 juin 2024, une foule a attaqué un commerçant afghan dans le sud de Téhéran. Il était accusé d'avoir violé une fillette de 12 ans. La foule en colère a refusé de se disperser jusqu'à l'intervention de la police anti-émeute. Les immigrés afghans sont de plus en plus stigmatisés, présentés comme des sympathisants des Taliban, des violeurs ou des trafiquants d'opium, des

préjugés qui alimentent la xénophobie.

"Dieu interdit qu'un Afghan fasse quelque chose de mal en Iran... Il y a de bonnes et de mauvaises personnes partout... Je ne comprends pas pourquoi les Iraniens disent qu'ils ont peur des Afghans... Cela revient à dire que tous les Iraniens sont mauvais et racistes, si je me base sur ma propre expérience. Mais ce n'est pas vrai. Il y a de bons et de mauvais Iraniens, et il en va de même pour les Afghans. La situation n'est vraiment pas bonne, mais je n'ai pas d'autre choix. Je suis le seul soutien de ma famille. Le passage entre l'Iran et la Turquie est devenu difficile, et les trafiquants exigent trop d'argent pour que je puisse aller en Europe. J'espère seulement que la situation dans mon pays s'améliorera et que je pourrai rentrer". "Je ne suis pas marié et je n'ai pas de petite amie, et je pense qu'il va sans dire que les filles iraniennes nous ignorent complètement. Même les filles afghanes nous ignorent. Elles veulent juste une vie confortable et cherchent des petits amis riches, donc principalement des Iraniens ou des Afghans qui ont été élevés ici et qui ont une vie... Personne ne s'intéresse à un pauvre travailleur afghan".

Si la situation des immigrants afghans en Iran semble difficile, une fraction des immigrants afghans nés ou ayant grandi en Iran connaissent une réalité quelque peu différente. Un afghan de 20 ans : *"Personnellement, je n'ai jamais eu de mauvaise expérience. J'ai étudié, j'ai créé ma propre boutique en ligne et j'ai de bons amis dans les communautés iranienne et afghane. J'ai grandi ici, je me sens donc plus iranienne qu'afghane.*

Selon moi, la plupart des conflits semblent se produire parmi les personnes pauvres des deux communautés. Dans les régions pauvres où les infrastructures, les opportunités et l'éducation sont moindres, les conflits sont plus nombreux et impliquent souvent des Afghans. Dans les milieux plus riches et plus éduqués, les Iraniens acceptent mieux les Afghans. Dans ces milieux, il est même à la mode d'avoir une petite amie afghane. Mon petit ami est iranien. Je pense que les tensions récentes sont principalement dues aux nouveaux immigrants, plus pauvres. Ces jeunes hommes, sans éducation et conservateurs, ont souvent du mal à s'adapter à la vie urbaine et aux normes sociétales de l'Iran. Nombre d'entre eux ont immigré des villages ruraux d'Afghanistan et ont découvert la ville pour la première fois en Iran. La plupart n'ont jamais parlé à une femme autre que leur mère ou leurs sœurs, et il leur est donc difficile de faire face à la situation".

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Près de 90 migrants éthiopiens séquestrés à Johannesburg

En Afrique du Sud, près de 90 personnes ont été retrouvées par la police, en banlieue de Johannesburg. Selon les autorités sud-africaines, elles y vivaient dans des « conditions inhumaines » et auraient été détenues contre leur gré. Cette nouvelle découverte de migrants éthiopiens, sans papiers et enfermés dans une maison, remet la lumière sur la route et le flux migratoire qui relie la Corne de l'Afrique au sud du continent.

La police sud-africaine était en pleine enquête pour retrouver la trace d'un ressortissant éthiopien enlevé avec une demande de rançon lorsqu'elle a découvert cette maison au nord de la ville, le premier week-end d'août 2024. À l'intérieur se trouvait non seulement cet Éthiopien kidnappé, mais également les autres ressortissants. En tout, un peu moins d'une centaine de personnes étaient séquestrées. Deux suspects ont été arrêtés sur place et devraient bientôt être présentés à un juge pour des faits d'enlèvement et de trafic d'êtres humains. Ce n'est pas la première fois que la police sud-africaine est confrontée à une telle situation, puisqu'en septembre 2023, une centaine de migrants éthiopiens avaient été retrouvés, cette fois-ci à l'est de Johannesburg.

En 2023, l'Organisation internationale pour les migrations a recensé près de 80 000 mouvements au niveau de cette route migratoire dite « du sud » et qui attire les migrants de la Corne

de l'Afrique rêvant d'opportunités au sein de la nation arc-en-ciel. Depuis 2020, les corps de dizaines de migrants éthiopiens ont été retrouvés au Mozambique, en Zambie ou encore au Malawi, le long de ce périlleux trajet.

<https://www.rfi.fr/afrique/20240807-afrique-du-sud-la-police-d%C3%A9couvre-pr%C3%A8s-de-90-migrants-%C3%A9thiopiens-s%C3%A9qu Coast-City-johannesburg>

GHANA

Les réfugiés du Burkina Faso s'adaptent à leur nouvelle vie

Dans le nord du Ghana, une partie des réfugiés du Burkina Faso vivent dans le camp de Zebilla. Après avoir subi les traumatismes, ils vivent aujourd'hui en bonne entente avec les Ghanéens et s'adaptent à leur nouvelle vie. Parmi les déplacés, seule la communauté peule se sent parfois mise à l'écart. A quelques kilomètres de la frontière avec le Burkina Faso, près de la ville de Zebilla, dans le nord-est du Ghana, des centaines de tentes ont été placées pour accueillir environ 4 000 personnes, et accueille aujourd'hui plus de 1 000 réfugiés qui ont fui les violences au Burkina Faso. « *En réalité, ces personnes n'ont pas le statut de réfugiés, mais ils sont enregistrés pour une attestation. Actuellement, plus de 3 000 Burkinabè au Ghana sont dans ce cas* ». Pour ces réfugiés, le camp de Zebilla est un havre de paix. Ils y sont nourris et logés. Seulement, ils se plaignent du manque d'activité. Pour l'instant, ils n'ont même pas de champ à eux et n'ont aucune activité. Le Ghana Refugee Board (GRB) a indiqué que des terres agricoles ont été acquises pour les réfugiés pour qu'ils puissent avoir des revenus agricoles. Des projets sont en cours pour donner du bétail à ces réfugiés, leur faire développer divers métiers (coiffure, mécanique, etc.). Une aide pour le commerce a commencé, ajoute le GRB. Aujourd'hui, de nombreux réfugiés sont des femmes, des enfants et des vieillards. Les hommes ont pour beaucoup été tués lors des attaques, ou bien sont partis travailler ailleurs, sans toujours se rapprocher des services comme le GRB ou le HCR. Et au Ghana, la plupart des déplacés vivent dans des familles d'accueil. Le GRB estime qu'environ 15 000 Burkinabè ont fui les violences dans leur pays pour rejoindre le nord du Ghana.

« *Quand nous sommes arrivés au Ghana, ce n'était pas facile pour les Ghanéens. Ils ont eu peur que les attaquants nous suivent et arrivent jusqu'à chez eux. Mais ils ont aussi pris pitié de nous, certains ont même cuisiné pour nous* ». Les 2 600 habitants, d'abord curieux et contents, ont eu rapidement peur que l'installation de ces Burkinabè ne soit source d'insécurité. « *Mais les services de sécurité du Ghana, le chef de la sécurité, et même la sécurité de la présidence sont venus ici, et les villageois ont été rassurés* ». Les Ghanéens, par humanisme, ont accepté de donner leurs terres aux réfugiés. « *J'ai eu pitié de ces gens quand j'ai appris qu'ils avaient besoin de ces terres pour leur permettre de s'installer* ». La plus belle preuve d'intégration vient souvent des enfants. Les jeunes réfugiés parlent déjà le Kusaal après moins d'un an dans le nord Ghana. Aujourd'hui, « *les enfants vont à l'école tous ensemble : les demandeurs d'asile et les villageois ! La clinique que nous avons ici est à la fois pour les réfugiés et la communauté. Nous faisons tout en commun !* ». L'arrivée des réfugiés a été bénéfique pour le moment pour le village. Elle a même permis d'étendre le réseau d'électricité de Tarikom et d'améliorer la clinique.

Mais les Peuls qui se sentent marginalisés. La question des Peuls, ce peuple majoritairement nomade, est délicate en Afrique de l'Ouest. Souvent associés dans l'imaginaire collectif aux violences et au jihadisme extrémiste au Sahel, les Peuls n'en restent pas moins des victimes de ces mêmes violences.

<https://www.rfi.fr/podcasts/grand-reportage/20240812-dans-le-camp-de-zebilla-au-ghana-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-du-burkina-s-adaptent-%C3%A0-leur-nouvelle-vie>
<https://www.rfi.fr/podcasts/grand-reportage/20240423-dans-le-camp-de-zebilla-au-ghana-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-du-burkina-s-adaptent-%C3%A0-leur-nouvelle-vie>

MAROC

Deux corps sans vie ont été retrouvés dans une pirogue

Dimanche 11 août 2024, la Marine marocaine a découvert deux cadavres dans une pirogue lors d'une opération de sauvetage au large de Dakhla. Soixante-six passagers, tous d'origine subsaharienne, ont tout de même pu être secourus et transférés au port de la ville. Les deux corps ont quant à eux été transférés à l'hôpital Hassan II de la ville. Les sauvetages à cet endroit sont réguliers. Le 4 août, une frégate de la Marine royale a intercepté une pirogue avec à son bord 59 personnes d'Afrique subsaharienne. Les exilés ont reçu à bord les soins nécessaires avant d'être conduits au port de Dakhla, à 229 km de là. Au port, ils ont été confiés à la Gendarmerie royale pour les procédures administratives d'usage.

NIGER

Arrivée massive de migrants expulsés d'Algérie et de Libye.

460 Nigériens ont été expulsés de la Libye vers le désert du Niger. Arrivées dans la ville de Dirkou après un trajet de près de 1 000km, les personnes attendent désormais d'être transférées vers Agadez. Le coordinateur de l'organisation Alarme phone Sahara au Niger s'inquiète de la prise en charge de ces migrants dans le nord du pays. *"Ces migrants sont arrivés vraiment à l'improviste, parce qu'il n'y avait pas de préparation préalable de la part des autorités pour les recevoir. C'est une fois arrivés que les autorités municipales ont essayé de trouver un site pour ces personnes-là".* De plus, les lieux d'accueil sont saturés, et la délinquance augmente : notamment les vols et la prostitution. *"Il y a des milliers et des milliers de migrants qui sont dans les rues, qui ne sont pas encore introduits dans les centres de transit des organisations internationales pour les migrations et qui s'adonnent à des activités comme la mendicité dans les rues, des travaux sous-rémunérés, des dérapages comme des petits vols à l'arrachée et, pour les femmes, souvent la prostitution".* *"Voilà tous ces facteurs sur lesquels, - en tout cas, nous, en tant qu'organisation - nous voulons attirer l'attention. Que ce soit au niveau du Niger ou des pays d'expulsion, il faut qu'ils prennent des dispositions pour éviter le chaos."* L'association a publié des photos montrant une foule de personnes réunies à Dirkou. Cette petite ville d'environ 15 000 habitants compte un centre de transit géré par l'OIM mais il ne compte que 30 places et est déjà complet.

SENEGAL

Une nouvelle pirogue de 209 migrants au large du Sénégal.

Vendredi 26 juillet, l'armée sénégalaise a intercepté une pirogue sur laquelle se trouvaient 209 migrants qui cherchaient à rejoindre l'archipel espagnol des Canaries. Le bateau a été saisi au large de Saint-Louis, dans le nord du Sénégal. La pirogue était partie de Bara, dans le nord de la Gambie, le 22 juillet 2024. À bord se trouvaient 187 Gambiens, 15 Sénégalais, quatre Guinéens de Guinée Bissau, deux Maliens, et un Guinéen de Guinée Conakry. Ils sont tous arrivés à Dakar vendredi après-midi *"pour des vérifications et leurs identifications"*. Une route de plus en plus empruntée, qui est particulièrement dangereuse à cause de ses forts courants. Pourtant, elle est de plus en plus empruntée, notamment à cause des multiples contrôles en Méditerranée. Plus de 5 000 personnes sont mortes en essayant de rejoindre l'Espagne par la mer sur les cinq premiers mois de l'année 2024, dont 4 800 vers les Canaries selon l'ONG Caminando Fronteras.

TUNISIE

Plus de 4 100 migrants sont retournés "volontairement" dans leur pays via l'OIM

Mardi 23 juillet, 162 migrants burkinabé sont montés dans un avion depuis la Tunisie vers leur pays d'origine *"en toute sécurité et dans la dignité"*, selon les mots de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Ces exilés ont bénéficié du programme de retour volontaire de l'ONU. *"Aujourd'hui marque un nouveau départ pour de nombreux migrants bloqués en Tunisie qui vont retrouver leurs proches"*, s'est félicitée sur Facebook l'agence onusienne en Tunisie.

A l'instar de ces Burkinabés, plus de 4 000 migrants vivant en Tunisie sont rentrés dans leur pays via l'OIM depuis janvier. La majorité d'entre eux sont des hommes seuls originaires de Gambie, du Burkina Faso et de Guinée. Un chiffre en nette augmentation : sur l'ensemble de l'année 2023, 2 557 personnes ont profité du "*retour volontaire*" au lieu de 1 614 en 2022. Cette augmentation s'explique par la situation délétère en Tunisie pour les Subsahariens : les exilés sont constamment harcelés par la population et les autorités. L'été dernier, des milliers ont été envoyés dans le désert, abandonnés au milieu de nulle part, sans eau ni nourriture sous une chaleur écrasante, une centaine d'entre eux sont morts de soif. d'après les associations.

Ces expulsions collectives, pourtant illégales au regard du droit international, n'ont cessé de perdurer. En janvier, des subsahariens arrêtés à Sfax sont envoyés dans la montagne près de l'Algérie. "*Nous étions complètement perdus. Nous avons rencontré un berger, qui nous a aidés. Il nous a indiqué la bonne route à suivre*", expliquait une Sierra-Léonaise. Son groupe marche pendant cinq jours pour rejoindre la première ville algérienne. Pendant ce trajet, il a "*un peu neigé*" mais surtout il a plu. "*Ce fut très dur. Mais personne de notre groupe n'est mort. C'est déjà ça.... Il n'y a eu que des malades.*" Si certains sont livrés à eux-mêmes à la frontière algérienne, d'autres sont échangés entre les policiers tunisiens et les milices libyennes, discrètement, en plein désert. Les migrants sont envoyés dans les prisons libyennes, où ils risquent d'y subir des violences, des viols, de l'extorsion, des privations de nourriture... Pour en sortir, les exilés doivent payer une rançon de plusieurs centaines d'euros.

Fatigués de ce climat de terreur, beaucoup préfèrent ainsi faire marche arrière, et mettre fin à leur rêve européen. Dans le cadre du programme de retour volontaire de l'OIM, les migrants sont accompagnés à leur arrivée chez eux. L'agence "*fournit une assistance qui comprend le transport jusqu'à la destination finale, l'aide à l'hébergement si nécessaire, ainsi qu'une assistance à plus long terme par le biais d'un soutien à la réintégration*". Les anciens exilés, qui présentent un projet fiable, sont accompagnés financièrement dans leurs démarches et la création de leur commerce ou entreprise.

Mais pour certains, l'accès à cette aide relève du parcours du combattant. Ils peuvent attendre 10 mois l'aide financière promise par l'OIM pour financer leurs projets. L'un dit : "*J'ai essayé de rester au pays. J'avais beaucoup d'espoir, je voulais tenter de faire quelque chose en Guinée. Mais cela faisait trop longtemps que j'étais parti, la réintégration était difficile. Quand j'ai quitté mon pays en 2017, j'avais 14 ans. Je n'avais pas fini mes études et je n'avais pas de travail. Aujourd'hui, je ne vois pas comment refaire ma vie au pays, sans l'aide de l'OIM. Il n'y a aucune perspective là-bas*".

AMERIQUE

REPUBLIQUE DOMINICAINE

14 corps découverts mer des Caraïbes dans une embarcation près des côtes

Mardi 6 août 2024, une pirogue avec 14 cadavres a été retrouvée au large de la République dominicaine, en mer des Caraïbes. Sur des photos diffusées dans la presse, on peut voir des blouses mortuaires blanches alignées sur une plage de Río San Juan, dans le nord du pays, aux côtés d'une pirogue en bois blanche, rouge et bleue. L'embarcation à la dérive a d'abord été repérée par un pêcheur à une trentaine de km de la côte, qui a prévenu les secours. Sur place, les sauveteurs découvrent les corps en "*état de décomposition avancée*", à l'état de squelettes, comme le montrent des photos publiées par la presse locale. Tous sont actuellement en cours de transfert à l'Institut national scientifique (INACIF) pour y être identifiés.

Les documents d'identité retrouvés à bord appartiennent à des ressortissants de la Mauritanie et du Sénégal, âgés de 24 à 33 ans. Des téléphones portables et objets personnels ont également été découverts, ainsi qu'un sac à dos "*contenant des paquets d'une substance proche de la*

cocaïne ou de l'héroïne". Saisis, ils ont été "remis à la Direction nationale de contrôle des drogues (DNCD) pour analyses".

Pour la présidente de l'association Caminando Fronteras, l'origine des passagers atteste bien de la destination initiale qu'ils avaient envisagé : les îles Canaries, *"la route migratoire la plus dangereuse au monde"*. Outre les documents d'identité retrouvés, ce sont les caractéristiques de l'embarcation - une pirogue en bois typique de l'Afrique de l'Ouest - qui penchent le plus pour cette hypothèse. La Marine dominicaine décrit un *"navire d'origine et de fabrication inconnues"* dans la région. Elle a par ailleurs indiqué *"poursuivre l'enquête sur cette découverte en collaboration avec le Ministère public pour déterminer les causes et l'origine de cette tragédie maritime d'origine étrangère"*.

Cette route des Canaries est particulièrement meurtrière. Si par malheur, une embarcation dévie trop de sa trajectoire initiale le long des côtes africaines - à cause des forts courants marins - et se retrouve au large, c'est la mort assurée. Dans l'immensité de l'océan Atlantique, les pirogues n'ont presque aucune chance d'être retrouvées. Les passagers sont condamnés à mourir de soif et de faim.

Au total, plus de 4 800 migrants ont péri pendant les 5 premiers mois de 2024 en tentant de rallier les Canaries, estime l'ONG espagnole Caminando Fronteras. Dans le même temps, près de 21 500 personnes ont débarqué dans l'archipel jusqu'ici cette année, selon le ministère de l'Intérieur.

INTERNATIONAL

Trafic d'êtres humains et réseaux sociaux

Le trafic des êtres humains est aujourd'hui facilité par les réseaux sociaux qui ont transformé en profondeur les modes opératoires des bandes criminelles. Les trafiquants n'ont plus besoin d'entrer en contact direct avec leurs victimes. Tout se fait par le biais d'internet.

Le trafic des êtres humains touche en premier lieu les femmes et les enfants, rappellent plusieurs organisations humanitaires. D'après la Croix-Rouge espagnole, 96 % (soit plus de 1 100 personnes) des victimes de trafic que l'organisation a aidées en Espagne l'an dernier étaient des migrants. Parmi eux, 70 % se trouvaient en situation irrégulière, notamment démunis de documents d'identité et 20 % étaient des demandeurs d'asile. L'ONG s'inquiète ainsi de la forte vulnérabilité des enfants qui arrivent en Espagne non accompagnés. Car l'ONU rappelle que les trafiquants se servent des réseaux sociaux pour approcher les mineurs, en quête de reconnaissance ou d'amitiés sur Internet.

Tous les pays européens sont concernés. La directrice du KOK, un réseau d'ONG allemandes de lutte contre le trafic d'êtres humains, constate une situation similaire en Allemagne. *"Le fait est que les femmes et les enfants sont plus vulnérables que les hommes. Tout d'abord, les enfants ont besoin d'un tuteur ou d'un parent pour s'occuper d'eux. S'ils n'en ont pas, ils sont exposés à des situations d'exploitation"*. *"Tout se fait par le biais d'Internet, constate-t-elle, sans contact direct. "De l'appât à travers les réseaux sociaux en passant son transport. Les forces de l'ordre doivent s'appuyer davantage sur des outils numériques pour lutter contre le trafic". "Les trafiquants peuvent rester en Amérique du Sud et envoyer leurs victimes en Europe. L'argent est transféré. Il n'y a pas de contact direct entre la victime et le trafiquant". "Nous devons tous coopérer les uns avec les autres : les groupes de défense des droits de l'homme, les forces de l'ordre, les grandes entreprises des nouvelles technologies et même les institutions financières", au risque, sinon, de ne pas pouvoir rattraper le retard pris sur les bandes criminelles.*

Outre-Atlantique aussi, les trafics sont pris au sérieux. Selon le rapport 2024 sur la traite des êtres humains publié par les États-Unis, *"les trafiquants utilisent des applications de rencontre et des annonces en ligne pour recruter leurs victimes. Ils utilisent des plateformes en ligne pour vendre des contenus sexuels illicites. Ils se servent de messageries cryptées et de monnaies numériques pour*

ne pas se faire repérer." En face, les autorités doivent s'organiser. *"Ceux d'entre nous qui se sont engagés à éradiquer ce crime horrible (le trafic), que ce soit au sein des gouvernements, des entreprises et de la société civile, peuvent et doivent travailler ensemble et coordonner leurs efforts"*, insiste le secrétaire d'État américain.

Le cas du Nigeria

Dans le sud de l'Europe, un avocat spécialisé dans les droits des migrants et basé en Sicile, défend régulièrement des femmes et des jeunes filles victimes de la traite des êtres humains en provenance du Nigeria. La plupart des femmes viennent de la région de Benin City, elles sont très jeunes, pauvres et à la merci de rituels. Ainsi, le « juju » est un rite pratiqué par un sorcier pendant lequel une femme s'engage à rembourser une dette pour payer sa migration. Elle doit également promettre de ne jamais dénoncer le réseau. Si ces engagements ne sont pas tenus, elle et sa famille risquent jusqu'à la mort. *"Depuis le Nigeria, elles se voient promettre un travail en Europe par un parent ou une personne connue de leur famille. Toutes les femmes que j'ai rencontrées sont arrivées en Italie en passant par la Libye, où elles ont été soumises à la servitude sexuelle et ont été victimes d'abus physiques. En Italie, elles découvrent que l'emploi qu'on leur avait promis n'existe pas". "Les femmes ne veulent généralement pas poursuivre leur trafiquant en raison des rituels auxquels elles ont participé et qui les lient à leur trafiquant. Elles ont peur des conséquences pour leur famille vivant au Nigeria"*, précise l'avocat. Le gouvernement italien délivre certes un permis de séjour spécial pour les victimes de la traite des êtres humains, mais les autorités exigent en contrepartie que la personne révèle l'identité des trafiquants.

STATUT DES REFUGIES

Dimanche 28 juillet 2024 marque le 73^{ème} anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Avec son protocole, elles énoncent la **définition internationalement reconnue d'un réfugié** ainsi que les droits et l'assistance auxquels ils peuvent prétendre lorsqu'ils sont déplacés de force. Des millions de personnes à travers le monde peuvent bénéficier d'une protection grâce aux principes consacrés par ces textes. Au cœur de la Convention se trouve le **principe de non-refoulement**, qui interdit à un État de renvoyer une personne dans un lieu où sa vie ou sa liberté serait menacée. À ce jour, 149 États dans le monde ont adhéré à la Convention sur les réfugiés et/ou à son protocole de 1967.

À l'occasion de cet anniversaire, le HCR, en tant que gardien de la Convention relative au statut des réfugiés, **appelle les 46 États membres** et observateurs restants des Nations Unies à **y adhérer**. Une augmentation du nombre d'adhésions à la Convention sur les réfugiés a été observée à la fin du siècle dernier, en particulier dans les années 1960, au début des années 1980 et dans les années 1990. Depuis l'an 2000, 13 États ont adhéré à la Convention, les plus récents étant Nauru en 2011 et le Soudan du Sud en 2018. L'engagement en faveur de la Convention sur les réfugiés doit encore être renforcé, en particulier parmi les États d'Asie et du Moyen-Orient, ainsi que ceux des Caraïbes et du Pacifique.

L'adhésion à la Convention sur les réfugiés ne témoigne pas uniquement de la volonté d'un État de protéger les réfugiés conformément aux obligations juridiques internationales, elle peut également contribuer à éviter les tensions entre les États sur la question des réfugiés, en reconnaissant que **l'octroi de l'asile est un acte pacifique, humanitaire et conforme au droit**, plutôt qu'un geste politique ou hostile. L'adhésion à la Convention peut également favoriser la coopération et le partage des responsabilités en matière de protection des réfugiés entre les États, renforçant ainsi la prévisibilité et la transparence à l'échelon international. C'est un témoignage de soutien aux principes du multilatéralisme et de la solidarité internationale qui sous-tendent la protection des réfugiés.

Avec **43,4 millions de réfugiés** bénéficiant actuellement d'une protection à travers le monde, la situation actuelle témoigne de la pertinence de la Convention sur les réfugiés et de la

législation régionale en la matière. Au-delà de promouvoir l'adhésion universelle à la Convention sur les réfugiés, le HCR appelle tous les États à mettre en œuvre les principes du droit des réfugiés, et notamment à protéger le **droit fondamental de toute personne à demander et à bénéficier de l'asile, ainsi qu'à faire respecter les droits humains des personnes forcées de fuir.**

<https://www.unhcr.org/fr-fr/actualites/points-de-presse/lagence-des-nations-unies-pour-les-refugies-celebre-les-73-ans-de-la>